



Rapport  
d'activité

2016

---

Ce document est un rapport d'activité provisoire. Les articles et éléments publiés sont susceptibles d'évoluer pour garantir une meilleure fiabilité des informations.

# SOMMAIRE

1. **Avant-propos** p.3
2. **Les temps forts de l'année 2016** p.4
3. **Vie associative** p.6
4. **L'activité du Grdr en chiffre** p.8
  - 4.1. **Chapitre 1 : La gouvernance citoyenne des territoires** p.9
    - Décentralisation, intercommunalités et transfrontalier p.10
    - La gestion des ressources naturelles p.14
    - L'eau et l'assainissement, un besoin primordial p.18
  - 4.2. **Chapitre 2 : La sécurité alimentaire** p.20
    - Porter un plaidoyer construit par et pour les acteurs locaux p 21
    - Structurer les filières agricoles porteuses pour mieux connecter producteurs et consommateurs p 24
  - 4.3. **Chapitre 3 : Les mobilités humaines** p.28
    - Positionner les migrations au cœur des stratégies de développement local p.29
    - Entreprenariat et insertion professionnelle des personnes migrantes p.32
    - Lutter contre l'isolement et pour l'accès aux droits en France des personnes migrantes les plus vulnérables p.35
    - Migrations et Education Citoyenne p.38
  - 4.4. **Chapitre 4 : Jeunesse et avenir** p.40
    - Etre jeune et citoyen sur son territoire de vie p.41
    - Vie associative et insertion professionnelle p.44
5. **Les productions du Grdr en 2016** p.47
6. **Nos finances en 2016** p.48
7. **Le Grdr dans les réseaux** p.50
8. **Nos partenaires** p.54
9. **Grille des programmes** p.58

# AVANT PROPOS

*Par Arezki Harkouk (Directeur Exécutif) et Francis Monthé – Président du Conseil d'Administration.*

En 2016, les relations entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe ont été largement alimentées par un discours politico-médiatique présentant le Sahel comme dangereux. Dangereux parce que vu comme un foyer de terrorisme. Dangereux aussi par cette impression d'invasion véhiculée par les médias au moment de la « crise des réfugiés ». L'Union vacillait alors sur l'un de ces piliers : la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace Schengen. Une perception qui a renforcé les populismes et la France n'y a pas échappé.

Les interdépendances entre les sociétés et les incertitudes d'un monde en plein changement redéfinissent de plus en plus les termes d'un débat politique en pleine crise et à court d'idées. Les solutions proposées imaginent qu'une réponse militaire permettra de mettre de l'ordre et que monnayer l'aide au développement règlera la question des flux migratoires. Au Grdr, nous pensons plutôt que c'est le besoin d'un discours raisonné et dépassionné, construit sur des connaissances tangibles, actuelles et fiables qui s'avère le plus pressant. C'est ainsi seulement que des récits communs, modernes, au service de la paix et de la cohésion sociale permettront de s'adapter aux bouleversements en cours. Les objectifs du développement durable, adoptés par l'Assemblée Générale de l'ONU fin 2015 sont un pas en ce sens. Ils offrent un cadre qui permet de dépasser les vieux clivages nord-sud et d'avoir une vision commune, à l'échelle mondiale, du chemin qu'il reste à parcourir.

Les raisons de changer la manière dont les européens regardent l'Afrique et particulièrement le Sahel sont multiples. Sous l'effet de la croissance démographique, les distinctions entre milieu rural et urbain s'atténuent. Les villes grossissent. Une classe moyenne émerge. L'image d'un « Sahel de la faim » s'estompe et des défis nouveaux apparaissent auxquels le Grdr et les organisations de la société civile doivent s'adapter. Les questions liées à l'approvisionnement des villes, au commerce, à l'entrepreneuriat, à l'industrialisation, à l'énergie se posent désormais en des termes nouveaux. Les jeunes, mieux éduqués que les générations précédentes, ont soif de citoyenneté et s'approprient de plus en plus les débats politiques. Inversement, créer des emplois pour cette jeunesse est désormais un enjeu majeur. L'inactivité et le chômage des moins de 35 ans représentent une menace réelle pour la cohésion sociale.

En France aussi le Grdr doit adapter son action à un contexte en pleine mutation. D'autant que les politiques publiques liées à ces questions ont bien du mal à se renouveler. Elles continuent de traiter les migrants selon des réalités anciennes. Pourtant, les 1<sup>ères</sup> générations de migrants ont atteint l'âge de la retraite, avec les besoins spécifiques de cet âge. Les migrations se féminisent et les femmes sont plus nombreuses au sein des associations issues de la migration. Et les descendants, dont un grand nombre sont Français, conçoivent l'engagement associatif de manière différente de celle de leurs aînés.

Alors que les changements globaux s'accélèrent, le projet associatif du Grdr est lui aussi en perpétuelle évolution. 2016 restera l'année au cours de laquelle, pour la 1<sup>ère</sup> fois, le Grdr participe à un projet opérationnel en Algérie, pour contribuer à l'insertion professionnelle des jeunes dans les régions d'Oran et de Khenchela. Des activités ont également vu le jour en milieu urbain, dans les capitales, à Bamako, Nouakchott et Dakar autour de l'insertion des migrants, de l'emploi des jeunes et des systèmes alimentaire territorialisés. Ces nouveautés dans notre engagement permettent d'ores et déjà au Grdr de partager avec de nouveaux territoires l'expérience acquise au fil des 48 ans d'existence de notre association.

## LES TEMPS FORTS EN 2016

### Janvier

- 11-12 Janvier : atelier transfrontalier « *Analyse des politiques publiques de sécurité alimentaire et de développement agropastoral* » à Kayes
- 20-22 Janvier : visite à Arras d'une délégation malienne d'acteurs impliqués dans l'économie sociale et solidaire
- 26 Janvier : Lancement de la campagne « *Les associations de migrants de la Seine-Saint-Denis s'engagent pour un monde solidaire et durable* »

### Février

- 3 Février : atelier de formation des élus de Ziguinchor sur le thème de « *L'intégration des migrations comme facteur de développement local* ».
- 4 Février : Lancement de la 2<sup>nde</sup> édition de l'Ecole Régionale des Projets
- 25 Février : Lancement du club « *Entreprendre au Féminin* » à Rouen

### **Mars**

- 4 Mars : lancement du projet « Sécurité Alimentaire Durable et lutte contre la Malnutrition à Dakar » (SADMAD)

### **Avril**

- 5 avril : lancement du programme d'appui aux jeunes et aux femmes de Cacheu à Canchungo
- 7, 14 et 27 avril : Lancement du programme « *Gouvernance Citoyenne des Territoires* » le 7 avril à Kaédi (Mauritanie), le 14 avril à Kayes (Mali) et le 27 avril à Bakel (Sénégal)
- 27 avril : Atelier d'élaboration de l'entente Intercommunale du Karakoro. C'est la 1<sup>ère</sup> fois qu'une intercommunalité se constitue en Mauritanie (en dehors de Nouakchott).

### **Mai**

- 4-5 Mai : Atelier de constitution du réseau des maires des communes riveraines du fleuve Sénégal pour relancer la coopération entre les communes de la moyenne vallée du fleuve Sénégal
- 20 mai : Rencontre-débat « *Pour une reconnaissance des initiatives d'Economie Sociale et Solidaire des migrants dans les quartiers dits Politique de la ville* » en partenariat avec la Cité des Sciences et de l'Industrie.
- 21 mai : restitution de l'étude sur les formes d'engagement des jeunes d'origine subsaharienne lors du Forum « *Solidarité, Emploi, Citoyenneté : comment favoriser l'engagement des jeunes ?* »
- 26 Mai : Rencontre Internationale Sud Mauritanie à Nouakchott sur le thème « *Promouvoir et mettre en œuvre la coopération entre différents acteurs du développement territorial : quelle place et quel(s) rôle(s) pour les migrant(es) ?* » organisée par le FORIM et le RAME.

### **Juin**

- 14 Juin : Forum d'échanges « *Insertion sociale des femmes immigrées : représentations et réalités* » à Roubaix
- 18 Juin : Assemblée Générale du Grdr et rencontre-débat « *La relation Migration-Développement n'est-elle qu'un instrument au service des enjeux géopolitiques mondiaux ?* » au Musée National de l'Histoire de l'Immigration.

## Juillet

- 9 Juillet : Rencontre-débat « *Favoriser les initiatives économiques et solidaires des Jeunes de la Diaspora malienne* » organisée par le Grdr et la Cité des Métiers de Paris-La Villette.

## Septembre

- 13 Septembre : Le Grdr Hauts-de-France et la Rifen organisent le Forum « *Insertion sociale des femmes immigrées : représentations et réalités* »

## Octobre

- 27 Octobre : Atelier de clôture du programme d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les populations du Guidimakha-Kafo (Mali)

## Novembre

- 30 Novembre : Le Groupe Initiatives, réseau d'ONG de solidarité internationale auquel adhère le Grdr, organise une journée d'étude « *Quelle prise en charge du risque projet par les OSI ?* ».

## Décembre

- 1<sup>er</sup> Décembre : Rencontre-débat « *Dématérialisation des services publics et accès aux droits ! Quelle inclusion numérique pour les personnes âgées immigrées ?* »

- 19 Décembre : le Grdr organise, en coopération avec le Ministère des Maliens de l'Extérieur, la journée internationale des travailleurs migrants à Kayes.

- 20-22 Décembre : atelier du réseau des maires des communes riveraines du fleuve Sénégal afin d'élaborer et valider le plan d'action créé en mai 2015.

## En 2016, le Grdr c'est:

- 171 adhérents
- 17 bénévoles élus au Conseil d'administration et un Bureau composé de 5 d'entre eux
- 6 Conseils d'Orientatation et de Suivi (COS) dans 4 pays et 51 conseillers avec une grande diversité dans les parcours et engagements
- 104 salariés dont 89 de droit ouest-africain et 25 de droit français (dont 5 expatriés)
- 58 salariés financés dans les associations partenaires
- 4 volontaires de solidarité internationale
- 8 volontaires en service civique et 26 étudiants stagiaires tout au long de l'année
- 50 programmes de solidarité internationale répartis en 87 conventions

## LA VIE ASSOCIATIVE

Le Grdr *Migration-Citoyenneté-Développement* est une association internationale de solidarité (article premier de ses statuts) et non une association de développement internationale. En effet, en Afrique de l'Ouest comme en France, des femmes et des hommes, étudiants, agropasteurs, migrants, chercheurs, jeunes actifs, retraités ou personnes simplement concernées par le triptyque « *migration, citoyenneté et développement* » se mobilisent aux côtés du Grdr, pour apporter leur soutien, donner de leur temps et proposer leurs idées et compétences bénévolement. Ils constituent la base associative du Grdr.

Au niveau des territoires d'action du Grdr, celle-ci est animée par les Conseils d'orientation et de suivi (COS). Le mandat des COS est défini dans un texte commun, [le Cadre de référence des COS](#). En 2016, 51 conseillers d'orientation et de suivi ont participé aux activités des différentes antennes. Les COS ont été particulièrement actifs pour porter les valeurs du Grdr, tout en ayant un discours adapté aux contextes locaux et intégré dans les dynamiques locales.

**Les COS vivent en symbiose étroite avec leur cellule ou antenne et suivent de près leurs activités.** Ils apportent une analyse du contexte local et national riche et pertinente, recommandent des adaptations à donner à nos actions, peuvent le cas échéant jouer un rôle de médiation. Le COS de **Kayes** par exemple a participé à des ateliers divers (lancement du programme Gouvernance Citoyenne des Territoires, clôture du programme d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement des populations de l'Association des Communes du Guidimakha Kaffo (ACGDK)). Le COS du **Guidimakha** a soutenu activement la cellule dans 8 activités au total manifestant notamment une forte implication sur le programme de résilience agropastorale (RIMRAP) et une participation soutenue aux manifestations locales. **En Casamance** le COS a mené des activités de terrain importantes : ateliers de lancement, de formation, suivi des activités de terrain, voyage d'échanges. Dans les Hauts-de-France, le COS a joué un rôle très actif dans le recrutement du nouveau coordinateur.

**L'ancrage local des COS** est une réalité de terrain forte comme en témoigne le souci permanent d'être en relation avec les élus locaux, les services déconcentrés de l'état, les organisations issues de la société civile. Bien sûr, chacun d'entre eux a une touche d'originalité qui lui est propre en relation avec son territoire et les programmes qui s'y déroulent. Ainsi, Le COS de **Bakel** a par exemple assuré la diffusion du projet associatif du Grdr auprès des autorités locales à Tambacounda, avec une communication sur les activités du Grdr amplifiée par des émissions de radio communautaire. Celui des Hauts de France a connu une année très mouvementée du fait du changement politique à l'échelle régionale d'une part, du fait aussi du départ de la coordinatrice. Le COS est très engagé sur le territoire avec une forte préoccupation concernant l'environnement politique devenu imprévisible ; il participe activement aux actions de plaidoyer et de communication pour renforcer la plus-value du Grdr sur son territoire.

**Les dynamiques transfrontalières** s'intègrent autant que faire se peut dans l'activité des COS, par exemple dans le bassin de la moyenne vallée du fleuve Sénégal ; ainsi le COS de Bakel (Sénégal) a participé au forum de l'Association des Maires du Guidimakha (AMaiG) en Mauritanie. De même, le COS de Casamance (Sénégal) a joué un rôle très actif dès 2016 dans la naissance de son homologue de Canchungo en 2017 avec une réelle mobilisation de son président. L'inter-équipes/interCOS de Nouakchott fut bien sûr un temps fort dans la construction de la connaissance mutuelle et le partage du projet associatif du Grdr.

Certains COS, pour mieux remplir leurs missions et développer leur activité se sont engagés dans un processus de recrutement de nouveaux bénévoles. C'est le cas du COS du Gorgol, de celui des Hauts-de-France et de celui de Casamance qui envisage le doublement du nombre d'adhérents et devrait s'étoffer de nouveaux profils, notamment des jeunes et des femmes : un exemple à suivre.

**Les COS en chiffres pour l'année 2016 :**

6 Conseils d'Orientation et de Suivi (COS) dans 4 pays

51 conseillers avec une grande diversité dans les parcours et engagements

31 réunions en 2015

Participation à 17 évènements externes

**LA RELATION « MIGRATION&DEVELOPPEMENT » N'EST-ELLE QU'UN INSTRUMENT AU SERVICE DES ENJEUX GEOPOLITIQUES MONDIAUX ?**

**(Retour sur l'évènement du 18 juin 2015 au Musée Nationale de l'Histoire de l'Immigration)**

Le matin du 18 juin 2016, à l'occasion de l'assemblée générale du Grdr, une soixantaine de personnes se sont réunies au Musée National de l'Histoire de l'Immigration pour échanger sur ce binôme *migration & développement*.

Les migrations sont au cœur de l'identité et de l'action du Grdr. Nos partenaires du Gisti, de Migreurop, de la CADERKAF, de l'EMDK, d'Euromed Rights et de l'INED nous ont proposé des repères pour comprendre les évolutions en cours. L'Union Européenne, ses Etats membres et leurs peuples font face à des tensions inédites et puissantes qui conduisent à d'importants changements dans les orientations politiques concernant les migrants.

Comment l'Union Européenne peut-elle adopter des législations qui criminalisent et diabolisent à ce point les migrants ? Comment l'Europe n'entend-elle pas ses racines historiques ancrées dans le respect des Droits de l'Homme et du Citoyen qui obligent à l'assistance aux naufragés de la Méditerranée ? Comment n'entend-elle pas tous les travaux des chercheurs qui rappellent que les migrations sont une des clés de la richesse de l'Europe d'hier, d'aujourd'hui et de demain ? Comment n'entend-elle pas ces études qui affirment que les migrations sont un levier puissant pour le développement des pays d'origine ?

Sur la relation entre ici et là-bas, les migrants anciens ou récents restent des passerelles essentielles entre les sociétés d'accueil et d'origine. Le radar des compétences des migrants, construit par le Grdr, aide à rendre mieux compte de tous les apports de ces itinéraires migratoires pour alimenter ce travail de plaidoyer. Il y a encore fort à faire en ce domaine. Aussi bien pour déconstruire les idées reçues que pour faire évoluer les mentalités. Y compris au plus haut niveau politique des Etats et de l'Europe, ne serait-ce que pour que cesse le scandale de la conditionnalité de l'aide publique au développement à la maîtrise des flux d'émigration par les pays appelés à en bénéficier.

## L'activité du Grdr en 2016 en chiffres

**En 2016, 6050 personnes (dont 4000 femmes) ont bénéficié de formations, d'accompagnement ou de l'expertise du Grdr afin de renforcer leurs capacités.**

Parmi eux :

- 4200 vivent en milieu rural
- 700 élus et acteurs locaux, 1380 membres d'associations et 2420 membres de coopératives ou groupements d'intérêt économique
- 640 personnes issues de la migration subsaharienne

Le soutien à l'entrepreneuriat et au développement économique

**4100 personnes (dont 3100 femmes) ont bénéficié d'accompagnements, de formations et de soutiens financiers pour leurs projets économiques**

Parmi elles :

- 3150 vivent en milieu rural
- 400 sont des migrants (ou migrants de retour volontaires)
- 151 initiatives économiques (individuelles ou collectives) portées par plus de 490 personnes ont bénéficié d'un soutien financier pour pérenniser leur activité.

Mobilités humaines :

**655 personnes issues des migrations subsahariennes ont bénéficié des activités du Grdr.**

- 400 porteurs de projets économiques
- 235 personnes migrantes vivant en France en situation de précarité ont bénéficié d'un accompagnement individuel ou collectif pour accéder à leurs droits de retraites, de santé ou pour les aider à lutter contre l'isolement et la perte de lien social
- 96 membres d'associations à travers le renforcement ou l'appui associatif
- 11 migrants ayant volontairement choisi de retourner vivre au Mali ont bénéficié d'un appui du Grdr dans leur réinsertion professionnelle

**130 élus ou techniciens des collectivités locales ont reçu une formation ou participé à des évènements sur le rôle des migrations dans le développement local.**

**85 Professionnels en France amenés à travailler avec le public migrant ont reçu une formation et 110 ont participé aux différents forums d'échange**

De nouvelles connaissances au service des territoires :

- 6 études produites (diagnostics, monographies, plans de développement, etc.) auxquelles le Grdr a directement contribué
- 25 évènements (forums, séminaires, colloques...) en Afrique et en France organisés par le Grdr auxquelles ont participé plus de 1200 personnes
- 3 guides et 1 documentaire

## CHAPITRE I : LA GOUVERNANCE CITOYENNE DES TERRITOIRES

*Depuis le début des années 2000, le Grdr inscrit son action dans le cadre des lois de décentralisation au Mali, en Mauritanie, au Sénégal, et depuis plus récemment en Guinée-Bissau pour accompagner les processus de développement local. L'objectif est de renforcer les autorités locales (qu'elles soient élues, techniques ou coutumières) dans leurs capacités à mobiliser pour construire des projets de développement territoriaux qui profitent à tous, à commencer par les personnes les plus vulnérables. L'idée est d'animer un cadre propice à l'expression citoyenne, à la cohésion sociale et au développement économique des territoires, sans mettre en danger les ressources naturelles.*

## **A. Décentralisation, intercommunalités et coopération transfrontalière**

Dans les régions d'action du Grdr en Afrique de l'Ouest, les habitants interagissent très fortement d'un territoire à l'autre. Les dynamiques culturelles, sociales et économiques ne s'arrêtent pas aux découpages administratifs ni aux frontières entre Etats. Les échanges entre les communes, les départements, les régions et même de part et d'autre des frontières nationales y sont particulièrement nombreux. C'est la raison pour laquelle en 2016 le Grdr a encore plus agi à l'échelle intercommunale et transfrontalière que par le passé.

Le Grdr a ainsi vivement appuyé, sur la base du code des collectivités locales, le 1<sup>er</sup> regroupement intercommunal qui a vu le jour en Mauritanie en dehors de Nouakchott, la capitale. Cette nouvelle intercommunalité, dite « du Karakoro », située à la frontière avec le Mali, s'est structurée autour de la gestion des ressources naturelles des 5 communes qui la composent (Bouilly, Khabou, Baediam, Soufi, Ould Yengé). Tout en consolidant les dynamiques institutionnelles initiées depuis 2008, elle offre des perspectives nouvelles pour envisager la coopération transfrontalière à l'échelle intercommunale, qui serait inédite, avec son alter-égo du côté malien, l'association des communes du Guidimakha-Kaffo (ACGK). En effet, la frontière Mauritano-Malienne qui sépare les 2 intercommunalités correspond au lit d'un oued que les populations traversent quotidiennement, sans qu'il y ait de contrôles aux frontières. Et le Grdr travaille d'ailleurs depuis plus de 10 ans aux côtés de l'ACGK. Ce fut encore le cas en 2016 sur les problématiques liées à la gestion de l'eau et de l'assainissement (*cf. partie L'eau et l'assainissement, un besoin primordial*).

Le Grdr a également apporté un appui technique au renforcement intercommunal en cours dans le Benkadi et le Diombougou, dans la région de Kayes au Mali. Des diagnostics institutionnels et organisationnels de ces deux inter-collectivités ont débuté en 2016 et aboutiront en 2017. Au terme de ce processus, ces collectivités disposeront des outils de planification et d'organisation qui leur permettront de mieux prendre en charge les questions liées à l'énergie et au développement économique local, fixées parmi les priorités. Au Sénégal, c'est l'entente du Boundou qui bénéficie d'un appui similaire, avec pour objectif de mettre en place une meilleure gestion concertée de la biodiversité de la réserve naturelle.

Sur le plan transfrontalier, le Grdr a activement soutenu la naissance du *Réseau des Maires des Communes Riveraines du bassin du fleuve Sénégal*, sous l'impulsion du Député-maire de Bakel, de la Maire de Gouraye et du Maire de Kaédi et en présence du Secrétaire général de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS). Cette nouvelle entité, qui regroupe plus de 50 maires Sénégalais, Maliens et Mauritaniens a pour mission de favoriser la coopération entre les collectivités locales des différents pays, notamment sur les questions liées à la gestion des ressources naturelles et aux échanges culturels, avec pour objectif commun de se faire entendre sur les questions foncières, les problématiques du désenclavement et de l'électrification rurale, mais aussi sur les questions liées à la libre circulation des personnes et des biens.

## Gouvernance Citoyenne des Territoires du bassin du fleuve Sénégal

**Pays :** Mali, Mauritanie, Sénégal, France

**Localisation :** Régions de Kayes (Mali), Bakel et Tambacounda (Sénégal), Gorgol et Guidimakha (Mauritanie), Île-de-France

**Financement :** AFD, CCFD-TS, Coopérations décentralisées, participation des partenaires locaux

### **Résultats :**

- En matière de gouvernance locale
  - Les diagnostics institutionnels et organisationnels des intercommunalités du Benkadi et du Diombougou sont en cours de finalisation au Mali
  - Les élus des communes de Baediam et Kaédi en Mauritanie ont été sensibilisés aux questions liées au contrôle citoyen. Des leaders associatifs ont été identifiés et mobilisés et des conseillers communaux de la jeunesse ont été mis en place
  - A Dembanané au Sénégal, 18 jeunes filles fortement impliquées dans la vie locale ont reçu une formation pour les inciter à participer aux instances de décision locales
  - Des actions de renforcement des capacités des migrants dans leurs projets de développement ont été menées en Île-de-France: 4 formations ont réuni 193 personnes et 4 animations thématiques ont regroupé 105 participants. 8 participations à des colloques ont permis de partager les expériences sur l'accompagnement des initiatives de la diaspora.
  
- En matière de développement économique local
  - Un cadre de concertation multi-acteurs a été mis en place autour de la filière banane à Kénébia au Mali (*ces activités sont complémentaires à celles du programme d'appui à la filière banane de Kénébia*)
  - Des producteurs de patates douces ont reçu des formations pour une meilleure structuration de la filière dans le Gorgol et le Guidimakha en Mauritanie (*ces activités sont complémentaires à celles du Programme d'appui à l'entrepreneuriat dans le secteur de l'agriculture et de l'alimentation dans le Gorgol et le Guidimakha*)
  - Un diagnostic sur l'entrepreneuriat dans le Bosséa au Sénégal a été élaboré. 40 projets individuels portés par des femmes ont été financés. 2 Groupements d'Intérêt Economique (GIE) de jeunes diplômés et 9 microentreprises rurales portées par des femmes ont bénéficié d'une formation sur l'entrepreneuriat
  - 40 femmes ont bénéficié de sessions de formation sur les techniques de transformation de la patate douce. 4 microentreprises rurales dans le domaine de la transformation du pain de singe, du jujube et de la patate douce (à Kidira au Mali et dans le Boundou au Sénégal) ont bénéficié de renforcement de capacité en matière de gestion et transformation. 2 unités de transformation de la patate douce ont été installées et un processus de structuration des acteurs pour la gestion de l'unité de transformation amorcé.
  - Un premier diagnostic des initiatives économiques portées et soutenues par les migrants de retour et sur les dispositifs d'accompagnement existants dans le cercle de Kayes a été réalisé et a permis de recenser 57 projets économiques.
  
- Dynamiques transfrontalières
  - Le réseau des Maires des Communes Riveraines du Fleuve Sénégal a été officiellement créé en mai 2016. Toutes les instances de pilotage du Réseau ont été mises en place.

## Projet intercommunal de gestion intégrée des ressources naturelles et d'adaptation aux changements climatiques dans le bassin du Karakoro

**Pays :** Mauritanie

**Localisation :** Bouilly, Baidiam et Khabou, Kalinioro et Ould Yengé

**Financement :** Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC), Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), Communauté urbaine Grand Lyon, Véolia Eau, AFD, Union Européenne

**Résultats :**

- **C'est l'une des toutes premières fois qu'une intercommunalité se constitue en Mauritanie.** Elle regroupe 5 communes autour de la gestion des ressources naturelles. Un plan intercommunal d'actions environnementales a été élaboré
- Un cadre de Concertation Intercommunal s'est formé regroupant 5 membres de chacune des 5 communes
- 1 plan d'action climat-territoire a été élaboré.

## Projet d'appui au développement territorial de la région de Cacheu

**Pays :** Guinée-Bissau

**Localisation :** Région de Cacheu dans les secteurs de Bula, Cacheu, Calequisse, Caio, Canchungo, Inghore, Sao Domingos

**Financement :** UE, AFD, Fondation Abbé Pierre

**Résultats :**

- 30 acteurs locaux ont bénéficié de 2 sessions de formation sur le renforcement de capacités techniques et institutionnelles de l'administration locale
- Les organisations de la société civile en région de Cacheu ont été recensées
- 60 institutions de l'Administration locale de 7 secteurs administratifs ont fait l'objet de diagnostics institutionnels et organisationnels. Un plan de formation a été élaboré pour répondre aux besoins de renforcement de compétences de 287 personnes de l'Administration locale
- 3 diagnostics ont été réalisés dans les secteurs de l'agriculture, de la santé et de l'éducation
- 138 initiatives économiques portées par 417 jeunes (dont 313 jeunes femmes) ont obtenu une dotation financière, sur la base de critères stricts (respect de l'environnement, durabilité et cohérence du projet, etc.) afin qu'elles puissent développer leurs activités. Les domaines concernés sont l'artisanat et la production de biens et services (menuiserie, maçonnerie, restauration de rue...), l'élevage, la transformation agroalimentaire (boulangerie, huile de palme...), le petit commerce et l'agriculture. *(Ces activités sont complémentaires de celles du programme d'appui aux jeunes et aux femmes en région de Cacheu).*

## Programme de développement communautaire

**Pays :** Sénégal

**Localisation :** Commune de Bakel

**Financement :** Action Aid International Sénégal

### **Résultats :**

- 36 acteurs locaux ont bénéficié d'une formation sur la réforme foncière à l'œuvre au Sénégal.
- Environ 2000 personnes ont été touchées par diverses activités de sensibilisation sur la question du changement climatique
- 200 femmes réunies en Groupement d'Intérêt Economique (GIE) ont bénéficié de formations sur les techniques de transformation et de valorisation des produits locaux tels que les céréales (mil, maïs, sorgho), la patate douce, le fruit du baobab et l'oseille
- Des formations ont été dispensées à l'égard des membres des associations de personnes vivant avec handicap afin de renforcer leurs capacités en matière de plaidoyer
- 22 délégués de quartiers (titulaires et assistants) ont bénéficié d'actions de renforcement de capacités afin de mener à bien leurs missions de relais administratif de la commune dans les quartiers, de développer des partenariats avec d'autres structures et d'avoir un plan d'action opérationnel leur permettant de renforcer leurs capacités d'actions transversales et collectives. Des animations et ateliers ont eu lieu avec les organisations de la société civile, les élus locaux, des représentants de services déconcentrés pour redynamiser et animer les cadres de concertation des quartiers
- Les daraas (écoles islamiques) de la commune de Bakel ont également bénéficié d'un accompagnement pour lutter contre la mendicité infantile et promouvoir une éducation de qualité pour tous les enfants
- Le programme a contribué au fond de roulement d'un groupement d'intérêt économique regroupant 25 jeunes entrepreneurs sortant des écoles de formation professionnelle de Bakel dont le Centre de Formation Professionnel réalisé avec l'appui des migrants. Ce fond de roulement doit leur permettre de maintenir et pérenniser leurs activités économiques dans les secteurs du bâtiment, du froid et de la climatisation, de l'électricité et dans le domaine de la restauration.

## **B. La gestion des ressources naturelles**

A la fois sources de revenus monétaires et alimentaires, les ressources naturelles jouent un rôle important pour de nombreuses familles rurales en Afrique de l'Ouest. Leur valorisation, notamment sur des marchés urbains en pleine expansion, représente une opportunité de revenus pour de nombreux ménages, à commencer par ceux qui vivent au sein des exploitations agricoles familiales. Mais ces ressources apparaissent aujourd'hui comme étant menacées par des facteurs sociaux-structurels (droits fonciers, habitudes alimentaires, pression démographique...), alors qu'elles sont un atout indispensable pour les générations actuelles et futures.

Pour protéger ces ressources, le travail du Grdr, aux côtés des collectivités et autorités locales, des autorités traditionnelles et des organisations de la société civile, consiste à mettre en place des accords institutionnels qui permettent de gérer de façon concertée, durable et sécurisée ces richesses naturelles au niveau local. L'exemple du Karakoro, cité plus haut, est probablement le plus parlant. Un plan « climat » d'action territorial a d'ailleurs été élaboré pour cette entité qui regroupe 15 000 personnes. Cette approche positionne l'environnement au cœur du développement des territoires. Fortement liée aux enjeux de sécurité alimentaire (*cf. chapitre II. Sécurité Alimentaire*), l'idée générale est de s'assurer que la pression pesant sur les ressources naturelles ne met pas en danger leur renouvellement pour les générations futures. Et que tous, y compris les personnes confrontées à la précarité (les jeunes et les femmes en général) peuvent y accéder dans un contexte de croissance démographique très importante.

Cette préoccupation était au cœur de l'activité de nos équipes du pôle littoral ces 3 dernières années. La démarche de recherche-action entreprise a permis de mettre en place des expérimentations afin d'alléger la pression sur l'environnement. Celles-ci proposent, soit de valoriser les ressources, soit d'initier des activités génératrices de revenus alternatives. De nouvelles pratiques de saliculture solaire ont par exemple été testées pour remplacer les pratiques locales habituelles, fortement consommatrices en bois. Le Grdr a également fortement soutenu les groupements féminins qui produisent une huile de palme agro écologique à partir des palmeraies sauvages de Casamance ou du nord de la Guinée-Bissau. Loin des plantations monoculturelles qui se développent ailleurs dans le monde et qui détruisent les forêts à grande échelle.

Au final, ce travail de recherche-action a permis de produire des données questionnant l'image que l'on se fait habituellement de ces régions. Souvent perçues comme pauvres, isolées, terres d'émigration, elles se révèlent en fait riches en ressources et pleinement intégrées aux réseaux marchands sous régionaux et internationaux. Les activités de pêche, l'exploitation agro-forestière, le développement récent des projets miniers ou encore le tourisme y cohabitent au profit d'acteurs variés, mais dont les intérêts sont parfois contradictoires. En parallèle, sous l'effet de la croissance démographique, les villes se développent et la frontière entre milieu rural et urbain s'atténue. Une question que le Grdr intègre de plus en plus dans sa stratégie de gestion des ressources naturelles. C'est notamment le cas en 2016 à Canchungo, où 50 maisons bénéficiant à plus de 650 personnes membres de familles défavorisées de la ville ont été rénovées en valorisant les matériaux locaux. Le travail se poursuit en 2017 avec la rénovation de 40 habitations supplémentaires.

## Vers une gouvernance concertée des territoires du littoral

**Pays :** Guinée Bissau, Sénégal

**Localisation :** Régions de Ziguinchor, Oïo et Cacheu

**Financement :** AFD, UE, CFSI, Fondation SEED, Coopération Suisse

### **Résultats :**

- Un état des lieux des palmeraies sauvages dans plusieurs localités des régions de Ziguinchor (Sénégal) et Cacheu (Guinée-Bissau) a permis de mieux comprendre les modes de gestion par les populations locales. Il s'agissait ensuite de faire connaître et reconnaître sur les marchés urbains locaux les savoir-faire et qualités associées aux huiles rouges issues de ces palmeraies. L'objectif étant d'inciter certains consommateurs à payer davantage une production dont ils ont la garantie qu'elle est de qualité. (Cette activité est complémentaire de celles du programme d'Appui au développement d'une filière huile de palme durable en région de Cacheu, et du Projet huile de palme à Ouonck)
- Les activités de recherche-action en matière de saliculture visaient à identifier les conditions du développement de la saliculture solaire sur bêche en alternative à la saliculture ignigène (sel obtenu par évaporation, sous l'action de la chaleur, d'une saumure extraite par pompage, et raffiné ensuite dans des salines). 318 femmes réparties dans 6 localités ont produit une quantité de sel solaire proche de 70 tonnes. De l'aveu des productrices, cette technique de saliculture solaire est bien moins pénible que la production de sel ignigène et moins exigeante en capitaux (charges plus faibles) et en bois (lutte contre la déforestation)
- Les conditions d'une pêche durable ont été étudiées. Il en ressort que les produits de la pêche sont généralement autoconsommés. La partie aval de la filière (transformation, commercialisation) génère des emplois et revenus importants. Les produits halieutiques sont majoritairement consommés, une fois transformés et exportés, dans toute la sous-région, jusqu'au Ghana et Mali... Il s'avère difficile d'inclure les pêcheurs « allochtones » dans les dispositifs locaux de concertation alors qu'ils comptent parmi les acteurs les plus importants de ces filières. Le peu de ressources des collectivités locales et la nature de leurs priorités (accès aux services de base en particulier) rendent difficile la pérennisation d'une gestion décentralisée de la ressource
- Le déclin de la riziculture dont font état bon nombre d'acteurs est dans les faits à relativiser. S'il est clair que la croissance démographique est supérieure à celle de la production rizicole, les systèmes rizicoles ont fait l'objet de nombreuses adaptations démontrant l'intérêt des producteurs et des consommateurs pour les variétés locales de riz. Mais les normes de consommation de riz semblent avoir évolué, le riz blanc est désormais davantage plébiscité que le riz rouge/noir, probablement par effet de mimétisme avec les modes de consommation urbains
- La mise en œuvre d'un fonds vert pour promouvoir une économie durable et re-distributive a contribué à la réduction des inégalités dans les territoires

### Gestion durable de la rôneraie de Bouilly

**Pays :** Mauritanie

**Localisation :** Commune de Bouilly

**Financement :** Union Européenne

**Résultats :**

- 1860 personnes de la commune de Bouilly sont organisées pour pérenniser les ressources qu'ils exploitent et 15 000 personnes sont sensibilisées à la protection de la rôneraie (plantation de rôniers, grands palmiers).
- 2 aires protégées ont été créées (à Aweinatt et Moilaha) dans des zones où les rôneraies étaient menacées par les transhumances et l'exploitation non organisée
- 50 hectares ont été reboisés et mis en défens. 3394 graines de rôniers ont été semées et 26 paysans ont été formés aux techniques d'agroforesterie
- Une unité apicole a été mise en place par l'Association de Gestion Locale (AGLC) des ressources naturelles de Bourgou. Cette unité a pour objet de promouvoir des activités économiques alternatives afin de soulager la pression sur les rôneraies.

### Projet huile de palme Ouonck

**Pays :** Sénégal

**Localisation :** Commune de Ouonck en Casamance

**Financement :** Seed Fondation, AFD

**Résultats :**

- Le diagnostic institutionnel et organisationnel du Groupement d'Intérêt Economique (GIE) de Kadiamor, qui regroupe près de 500 femmes de la commune de Ouonck, a été finalisé. Un cahier de charges a été élaboré pour clarifier le rôle de chacune au sein du GIE
- Des sessions de formation à la gestion financière, à la comptabilité et aux techniques de détermination des coûts et des prix de revient ont permis aux femmes du GIE de maîtriser les notions de charges fixes, de charges variables et de déterminer les bénéfices
- Du matériel de presse et de concassage a été mis à la disposition du GIE et a permis de doubler la production tout en diminuant la pénibilité du travail. La hausse des charges de production liées à l'amortissement du matériel et au conditionnement du produit a été compensée par une meilleure organisation, une meilleure productivité et une meilleure accessibilité sur les marchés.

### Appui au développement d'une filière huile de palme durable en région de Cacheu

**Pays :** Guinée-Bissau

**Localisation :** Région de Cacheu dans les secteurs de Cacheu, de Caio et de Canchungo

**Financement :** Fondation de France, AFD, UE

**Résultats :**

- 240 personnes (dont 204 femmes) vivant en milieu rural se sont constituées en 8 unités villageoises de production d'huile de palme en 2016 et ont bénéficié d'un appui à la structuration organisationnelle
- Chacun des 8 groupements villageois a bénéficié d'un lot d'équipements composé de presses à huile et divers petits matériels de production d'huile de palme (bâches, brouettes, fûts...)
- 16 femmes ont été formées à la gestion technique des équipements de transformation, au process de transformation et à la gestion comptable simplifiée d'une activité de production d'huile de palme.

**Projet de promotion et réalisation d'un habitat durable au profit des familles vulnérables de la ville de Canchungo (FAPH)**

**Pays :** Guinée Bissau

**Localisation :** quartiers de Betame, Pendai et Tchada dans la ville de Canchungo

**Financement :** Fondation Abbé Pierre, AFD, UE

**Résultats :**

- 50 maisons ont été rénovées et réhabilitées en 2016. 665 personnes habitant dans ces maisons ont ainsi bénéficié de conditions de vie améliorées. 43 maisons supplémentaires seront réhabilitées avant le mois de juin 2017
- 147 emplois (charpentiers, maçons, peintres...) ont été directement sécurisés par les réalisations du projet qui bénéficie à l'ensemble du secteur du bâtiment à Canchungo
- 1 étude a été réalisée et a permis d'identifier les défauts de l'habitat à Canchungo et de formuler des propositions de solutions techniques adaptées intégrant les matériaux locaux.
- 18 professionnels locaux du bâtiment (charpentiers, maçons et peintres) ont bénéficié de formations aux techniques de construction en terre pour prendre en charge la mise en œuvre des solutions techniques proposées. La collaboration avec les centres de formation technique et professionnelle de Ziguinchor (Sénégal) et Bissora (Guinée Bissau) a permis de mettre en place des modules de formation continue « Cultures constructives locales » pour de jeunes ouvriers
- Mise en place d'une Plateforme de Services d'Appui aux Initiatives Economiques (PSAIE). Cet incubateur régional de microprojets soutient des initiatives de développement économique durable, favorisant l'exploitation et la gestion rationnelle des ressources naturelles. En 2016, 138 porteurs de projets, dont près de 90% de femmes, ont bénéficié de cette Plateforme.

## **C. L'eau et l'assainissement, un besoin primordial**

Dans le Sahel, la question de l'eau est elle aussi centrale. Elle est difficilement dissociable des problématiques liées à la sécurité alimentaire, à la gestion des ressources naturelles, à l'adaptation aux changements climatiques et bien sûr aux questions de santé publique. L'eau est indispensable à la résilience des systèmes agraires et pastoraux qui nourrissent les populations. Et l'accès à l'eau potable reste une priorité majeure dans les plans de développement locaux, loin devant la santé et l'éducation. L'enclavement de nombreux villages situés loin de toute route ou piste oblige des femmes ou des enfants à parcourir, quotidiennement, jusqu'à plusieurs kilomètres pour approvisionner leur famille. Sans compter qu'en période d'hivernage, un grand nombre d'habitants utilise directement les eaux de surface et les maladies d'origine hydrique atteignent des proportions particulièrement importantes dans les localités rurales.

La question de la ressource en eau, de sa gestion et de son accessibilité est donc une problématique essentielle pour les collectivités territoriales de la Moyenne Vallée du fleuve Sénégal. Depuis de nombreuses années, le Grdr les accompagne dans la conception et la mise en œuvre technique de projets d'accès à l'eau potable. Avec pour objectif que la maîtrise locale des questions relatives à l'eau potable, en tant que service public incombe aux collectivités. En 2016, le Grdr a accompagné l'intercommunalité de l'Association des Communes du Guidimakha-Kaffo (ACGK) où 60% des pompes à motricité humaine étaient hors service. Ce travail a permis de restaurer ces pompes, mais aussi et surtout de créer 35 comités qui sont chargés d'en assurer l'entretien et la gestion au quotidien.

Par ailleurs, la gestion des eaux usées est également une problématique importante en matière de santé publique. Le déversement de ces eaux dans les espaces communs les rend insalubres et ils deviennent source de prolifération de moustiques et des maladies qu'ils véhiculent, ainsi que de maladies hydriques graves particulièrement pour les enfants en bas âge. En 2016, le Grdr s'est investi auprès de l'intercommunalité Malienne de l'ACGK dans la mise en place, de manière concertée, de 128 puisards permettant l'écoulement des eaux usées. De même, la commune urbaine de Sélibaby en Mauritanie, s'est dotée d'un plan communal d'action opérationnelle et stratégique d'assainissement, avec l'appui technique du Grdr. Des puisards de rétention et d'infiltration des eaux usées domestiques ont été construits dans certains quartiers, permettant ainsi directement à 2500 riverains de vivre dans un environnement plus sain.

Sur le pôle littoral et plus précisément à Canchungo, la question de l'eau se pose sous l'angle de sa qualité. La source d'eau de Cum est l'une des trois seules sources d'eau consommée par les habitants de la ville. Mais elle est également utilisée comme lavoir et douche publique. Les bassins ne sont pas entretenus et de nombreux déchets s'accumulent à proximité. Les pratiques actuelles de puisage et de stockage entraînent de forts risques de contamination. Les usagers en connaissent d'ailleurs les risques et la totalité des ménages traitent cette eau à l'eau de javel avant de la consommer. Le Grdr, aux côtés de l'Université Assane Seck de Ziguinchor, a donc contribué à la réalisation d'un avant-projet pour la réhabilitation de cette source. L'objectif était d'avoir de meilleures conditions d'exploitation de cette source d'eau qui alimente les 15 000 habitants de la ville. Les résultats doivent permettre de définir les travaux de réhabilitation prioritaires à réaliser.

## L'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement des populations de l'association des communes de Guidimakha Kafo (ACGK)

**Pays :** Mali

**Localisation :** les 9 communes de l'intercommunalité ACGK

**Financement :** Plaine commune, Agence de l'Eau de Seine Normandie (AESN), Association Guidimakha Danka en France (AGDF), Ministère des Affaires Etrangères français.

**Résultats :**

- 45 pompes à motricité humaine en panne ont été remises en service permettant à environ 62 000 habitants de l'Association des Communes du Guidimakha Kaffo (ACGK), d'avoir à nouveau accès à l'eau potable
- 35 comités de gestion des points d'eau sont fonctionnels et ont pour mission d'assurer le service public de l'eau. Les membres de ces comités ont bénéficié de sessions de renforcement de capacités sur les questions liées aux procédures, à la gestion des ressources financières et à l'entretien des systèmes d'adduction en eau potable. Les maires et secrétaires généraux des communes de l'intercommunalité ont reçu des formations de maîtrise d'ouvrage communale et d'organisation du service de l'eau et de l'assainissement dans la collectivité
- 3600 élèves de 16 établissements ont désormais accès à des latrines en milieu scolaire. Des « clubs d'hygiène » ont été mis en place afin d'assurer la maintenance des ouvrages d'assainissement, de garantir la propreté dans tout l'établissement (gestion des déchets solides et liquides...) et de promouvoir l'assainissement et l'hygiène
- 128 puisards ont été construits dans les différentes localités pour mieux traiter les eaux usées
- 2 campagnes de sensibilisation aux questions relatives à l'hygiène et à l'assainissement ont été mises en œuvre.

## Projet d'assainissement autonome des eaux usées de la ville de Sélibaby (Eau usée)

**Pays :** Mauritanie

**Localisation :** Sélibaby

**Financement :** Union Européenne, Commune de Sélibaby

**Résultats :**

- 1 plan communal d'action opérationnelle et stratégique d'assainissement a été réalisé en vue de renforcer la commune
- 16 maçons ont été formés à la réalisation et l'entretien de puisards d'écoulement des eaux.
- 250 puisards de rétention et d'infiltration des eaux usées domestiques ont été réalisés et bénéficient directement à 2500 riverains
- 84 latrines scolaires ont été réhabilitées en milieu scolaire
- Un plan de communication/sensibilisation aux questions relatives à l'assainissement a également été élaboré. Des supports pédagogiques ont été mis à disposition de la commune pour être diffusés dans les écoles primaires. 4 émissions radio ont été diffusées et une campagne de sensibilisation a été portée dans les différents quartiers de la ville par 14 comités hygiène et assainissement.

## CHAPITRE II : LA SECURITE ALIMENTAIRE

*Les territoires d'établissement du Grdr en Afrique de l'Ouest connaissent depuis au moins 40 ans une croissance démographique annuelle supérieure à 2% en moyenne. Autrement dit la population a triplé pendant cette période. Cette croissance s'est traduite par la multiplication et l'extension des localités rurales et par le développement des villes. L'urbanisation de ces territoires et leur connexion aux réseaux marchands sous-régionaux offrent des débouchés potentiels pour les agricultures familiales qui dominent la production locale et emploient, à temps partiel, une part significative de la population rurale. Pour autant, le pouvoir d'achat limité d'une frange de la population de ces territoires et la précarité foncière de nombreux producteurs induisent des situations alimentaires précaires. En conséquence, les inégalités socio-économiques demeurent marquées.*

## **A. Porter un plaidoyer construit par et pour les acteurs locaux**

Afin de concilier sécurité alimentaire et développement économique, le Grdr, en partenariat avec un réseau d'organisations paysannes et avec le soutien précieux du CCFD-TD, a fait le choix de soutenir les agricultures familiales. Celles-ci sont largement majoritaires en termes de production locale et ont prouvé leur capacité de réaction et d'adaptation, notamment aux changements climatiques. Ces petites exploitations agricoles peuvent en effet fonctionner, lorsque les conditions sont réunies, à travers des méthodes respectueuses de l'environnement et des circuits de commercialisation de proximité favorables au développement local. C'est dans cet esprit qu'une démarche conciliant plaidoyer et soutien aux organisations de base productrices de produits agricoles issus de filières porteuses, préalablement identifiées avec les acteurs locaux, a été mise en œuvre.

L'objectif du Grdr est d'accompagner ces acteurs locaux dans la construction d'un plaidoyer commun sur les questions relatives à la sécurité alimentaire et de le porter à leurs côtés. Ce discours collectif doit intégrer toutes les caractéristiques de ces régions : rurales, transfrontalières, éloignées des centres de décision, difficiles d'accès, fortement concernées par les changements climatiques... D'un point de vue méthodologique, le travail du Grdr consiste à favoriser ces dynamiques collectives qui permettent de partager les savoir-faire et de produire les connaissances et les études sur lesquelles pourront se baser les acteurs locaux. Il s'agit d'une stratégie qui à terme vise à renforcer la résilience des populations agropastorales face aux chocs récurrents auxquels elles font régulièrement face dans ces régions. Elle permet aussi d'encourager les échanges transfrontaliers et la mise en place d'une politique commerciale sous-régionale. Avec en toile de fond la volonté de contribuer à un développement économique local profitable à tous tout en revalorisant les métiers agricoles auprès des jeunes. Ainsi, en 2016, pour la 1ère fois, un réseau transfrontalier de producteurs de semences a vu le jour dans le bassin du Fleuve Sénégal regroupant quasi-exclusivement des jeunes agriculteurs.

Cette approche doit au final aider les habitants de ces territoires à anticiper les changements globaux en cours. Les aléas climatiques, combinés à une croissance démographique élevée et au développement de pratiques agricoles néfastes pour l'environnement, risquent de fragiliser sévèrement les écosystèmes à long terme. Raison pour laquelle la construction de ce plaidoyer commun est aussi un moyen d'encourager les populations locales à la mise en place de dispositifs permettant de gérer durablement les ressources naturelles des territoires sur lesquelles elles vivent (cf. chapitre précédent – partie « *Gestion des ressources naturelles* »).

## Projet pour l'émergence d'un dialogue politique concerté sur la sécurité alimentaire dans les territoires transfrontaliers du Mali, de la Mauritanie, du Sénégal, du Niger et du Burkina Faso

**Pays :** (pour le Grdr) Mali, Mauritanie, Sénégal

**Localisation :** (pour le Grdr) Régions de Kayes (Mali), Matam et Tambacounda (Sénégal) et Gorgol et Guidimakha (Mauritanie)

**Financements :** AFD, CCFD-TS, Développement et Paix

### **Résultats :**

- Dans les régions du Gorgol et Guidimakha (Mauritanie)
  - 8 initiatives ont été mises en place : 2 dans la transformation des céréales, 2 dans le maraîchage agro-écologique, 2 dans la production et la conservation des semences locales et 2 dans l'élevage à travers le croisement naturel de génisses locales avec des taureaux de race améliorée
  - 1 atelier de formation en plaidoyer à Sélibaby regroupant 30 participants (principalement des leaders d'organisations paysannes de base) venus du Mali, du Sénégal et de la Mauritanie
  - 1 table ronde sur la gestion de l'espace dans les régions du Gorgol et du Guidimakha avec une cinquantaine de participants. L'objectif est de permettre aux différents participants de s'approprier des textes législatifs relatifs à la gestion de l'espace (code pastoral, code forestier et code de l'environnement)
  - 6 débats communautaires ont été réalisés avec plus de 300 participants et 10 émissions de radio.
  
- Dans les régions de Matam et Tambacounda (Sénégal)
  - 5 initiatives ont été mises en place : 4 sur la production de semences maraîchères et 1 sur le maraîchage agro écologique. 64 agriculteurs locaux (dont 60 femmes) ont bénéficié d'un accompagnement dans la mise en place de ces initiatives
  - 3 débats communautaires dans les communes de Dembacané, Balel et Diboli-Kidira ont été réalisés pour le renforcement des capacités en plaidoyer de près de 190 acteurs locaux
  - 6 émissions radio autour des réalisations du projet ont permis de diffuser les acquis auprès de la population
  - 1 débat communautaire transfrontalier sur la libre circulation des biens et des personnes a été tenu à Kidira dans la région de Tambacounda (50 participants)
  - 30 personnes dont 24 femmes ont bénéficié de formations sur le compostage et les techniques de production agro écologique.
  
- Dans la région de Kayes
  - 10 débats communautaires ont permis d'échanger avec plus de 700 acteurs locaux (dont près de 600 jeunes) sur les enjeux associés à l'agro écologie et au plaidoyer en matière de sécurité alimentaire dans les territoires ruraux transfrontaliers
  - 17 émissions de radio ont permis de toucher plusieurs milliers de personnes sur ces questions
  - 1 débat communautaire transfrontalier sur la gestion des ressources naturelles a été tenu à Bafarara dans la région de Kayes (60 participants venue de la Mauritanie, du Sénégal et du Mali)
  - 18 missions de suivi de répliation des initiatives agro écologiques ont permis de renforcer les capacités de 724 producteurs, dont 716 femmes

- 2 unités de transformation (blanchisseuse de fonio et broyeuse de fruit du baobab) ont été mises en place au bénéfice de 3 coopératives (371 femmes)
- 1 atelier de formation en plaidoyer à Kayes regroupant 30 participants (principalement des leaders d'organisations paysannes de base) venus du Mali, du Sénégal et de la Mauritanie
- 2 voyages d'échanges entre producteurs pour le renforcement de capacités sur les techniques agro écologiques de 31 producteurs, dont 28 femmes.

**Projet de renforcement des liens « Dynamiques territoriales de protection et de valorisation de la biodiversité semencière paysanne dans le Bassin du Fleuve Sénégal »**

**Pays :** Mali, Mauritanie et Sénégal

**Localisation :** Kayes, Bakel/Kanel et Sélibaby

**Financement :** CCFD-TS

**Résultats :**

- Ce programme a permis la constitution d'un réseau de producteurs de semences dans le Bassin du Fleuve Sénégal. A la fin de l'année 2016, il regroupait 9 producteurs vivant en milieu rural, dont 8 jeunes
- Un atelier de concertation multi-acteurs sur les semences paysannes a été organisé ainsi qu'un forum lors de la foire semencière de Djuimini
- Le projet a également permis de répertorier les semences paysannes de la région.

**Réalisation d'études socio-foncières dans l'Aftout Sud et le Karakoro**

**Pays :** Mauritanie

**Localisation :** Gorgol

**Résultats :**

- 14 sites pouvant potentiellement accueillir des mini-barrages ont été identifiés dans le Gorgol et le Guidimakha
- Des analyses socio-foncières ont été réalisées dans les départements de Mbout (Gorgol), Kankossa (Assaba) et Ould Yengé (Guidimakha) pour déterminer l'opportunité d'implantation d'un mini barrage (intérêt économique, possibilité foncière, possibilité sociale)
- 11 sites ont été retenus comme étant en situation opportune pour poursuivre la procédure de conception d'aménagement des eaux de surface.

## **B. Structurer les filières agricoles porteuses pour mieux connecter producteurs et consommateurs**

Depuis plusieurs années le Grdr accompagne les petits exploitants agricoles à travers des formations sur la création d'une activité économique, la mise en réseau et l'application de techniques de production durables et respectueuses de l'environnement. Ce travail est organisé de manière à structurer des filières agricoles grâce à la mise en place de circuits allant de la production à la commercialisation en passant par le stockage et la transformation. Dans un 1<sup>er</sup> temps, le Grdr a développé une approche qui a permis aux collectivités locales d'identifier les filières porteuses les plus pertinentes pour le développement de leur territoire. Désormais, il s'agit d'organiser ces filières pour que cette production agricole et les produits dérivés puissent profiter du développement des marchés urbains. Au Sénégal, dans les régions de Dakar et de Ziguinchor, des petites exploitations familiales ont été mises en relation avec des cantines scolaires pour proposer une alimentation saine à des enfants issus des milieux défavorisés.

Le soutien aux micro-entrepreneurs ruraux proposé par le Grdr passe donc par des formations ou des actions de renforcement des capacités des producteurs-trices et d'accompagner tous les acteurs de la filière afin d'améliorer la productivité globale puis de mieux valoriser les produits auprès des consommateurs, toujours en respectant l'environnement. Lorsque la pression sur les ressources naturelles est trop forte, le Grdr accompagne les collectivités locales afin d'expérimenter des activités génératrices de revenus alternatives, par exemple l'apiculture dans le Guidimakha, ou encore l'aviculture et l'embouche dans le Gorgol. L'idée étant alors de diversifier la production et de promouvoir des filières innovantes tout en garantissant aux exploitants de maintenir ou d'augmenter leur revenu et pouvoir d'achat.

L'appui aux micro-entrepreneurs peut aussi prendre la forme d'un soutien financier. Dans le Gorgol, en Mauritanie, un Fonds d'Appui aux porteurs de projets économiques (FAIE) permet de soutenir des microentreprises rurales. L'idée étant de subventionner des petites activités génératrices de revenus, principalement portées par des femmes ou des jeunes, afin de leur permettre de développer et pérenniser leurs activités et ainsi de créer des emplois. Ces projets sont sélectionnés selon des critères et des procédures très stricts permettant de s'assurer qu'ils sont viables et respectueux de l'environnement.

Un fonds souple similaire a été mis en place dans la région de Canchungo, en Guinée-Bissau. Parallèlement à ce dispositif, une Plateforme de Services d'Appui aux Initiatives Economiques (PSAIE) a été créée. Véritable incubateur de microentreprises rurales, cette plateforme a permis d'accompagner, tout au long de l'année 2016, 138 porteurs de projets économiques, dès la phase de conception. Structure innovante pour la région, elle propose à ces porteurs de projets, principalement des jeunes et des femmes, un accompagnement dans l'élaboration de leurs plans d'affaires, dans la mise en relation commerciale tout en les rapprochant des circuits bancaires pour sécuriser leur patrimoine et à terme profiter d'un potentiel crédit. Ils sont également accompagnés dans la gestion de la production et dans le renforcement de capacités d'innovation (échange de pratiques et de savoir-faire).

**Système Alimentaire Durable et lutte contre la malnutrition en région de Dakar & Approvisionnement des cantines scolaires et des marchés de Ziguinchor en produits maraîchers sains par les productrices des quartiers péri-urbains.**

**Pays :** Sénégal

**Localisation :** Région de Dakar, Région de Tambacounda, ville de Ziguinchor

**Financement :** AFD, Union Européenne, CEDEAO, CFSI

**Résultats :**

- 5 cantines ont été mises en place dans des écoles élémentaires publiques de la zone périurbaine et sont approvisionnées en produits locaux. En 2016, plus de 20 000 repas ont été servis à plus de 1000 élèves et plus de 110 000 pains à base de céréales locales (mil, maïs) ont été distribués à près de 4000 élèves
- Les cuisinières des cantines ont été formées sur les questions relatives à la nutrition, l'hygiène et à la préparation de plats traditionnels à base de produits locaux
- 4 organisations de producteurs ont bénéficié du projet à travers la signature de contrats d'approvisionnement avec les comités de gestion des écoles
- Un espace réservé au micro-jardinage a été aménagé dans chaque école. 5 personnes par école ont été formées et les enseignants ont organisé des activités pédagogiques autour du micro-jardinage
- Près de 400 élèves et enseignants ont visité la Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales en 2016 et ont été sensibilisés sur la richesse des produits locaux sénégalais
- Une étude diagnostic sur le système alimentaire du département de Rufisque a été lancée et un cadre de concertation sur l'agriculture et l'alimentation mis en place
- Une étude sur les filières bouye (fruit de baobab), jujube et patate douce a été réalisée et des premiers tests de biscuits composés de ces trois produits ont été proposés par l'ITA. 20 femmes du Boundou ont également été formées sur la transformation de la patate douce
- Deux études sur les habitudes alimentaires et les exploitations familiales de la région de Dakar ont été lancées
- 20 femmes productrices de produits maraîchers ont suivi des formations aux méthodes de production agro écologique. Leur production est destinée aux cantines scolaires de la ville de Ziguinchor.

**Programme d'appui à l'entrepreneuriat dans le secteur de l'agriculture et de l'alimentation**

**Pays :** Mauritanie

**Localisation :** région du Gorgol (Communes de Kaédi, Toufondé Civé, Djéol, Lexeiba et Foug Gleïta)

**Financement :** CFSI, Fondation de France, Région Centre Val de Loire

**Résultats :**

- Des coopératives agricoles, regroupant en tout 902 membres ont bénéficié d'un accompagnement leur permettant de renforcer leurs capacités organisationnelles, leur productivité et leur capacité de valorisation des produits locaux

- Des points de vente de produits locaux (thiakri, lait caillé) ont été mis en place dans les communes de Kaédi , Foum-Gleita, Lexeiba Maghama et Djéol, où il existe une forte demande
- 3 unités de transformation de produits locaux (céréales, patates douces) ont été équipées en matériel d'emballage et kits de conservation
- Un marché hebdomadaire a été créé dans la commune de Djéol et facilite les échanges de produits maraîchers de part et d'autre de la frontière avec le Sénégal
- Une foire régionale de promotion des produits vivriers locaux a réuni 300 producteurs (dont 230 femmes) à Kaédi
- Une unité laitière a été mise en place au profit des éleveurs à Aoueinatt (commune de Lexeiba)
- 1 périmètre maraîcher a été mis en place à dans la commune de Tokomadj.

### **Renforcement des capacités des organisations de base du Gorgol**

**Pays :** Mauritanie

**Localisation :** commune de Kaédi

**Financement :** Union Européenne

**Résultats :**

- 6 sessions de formation relatives à la vie associative et à la gouvernance organisationnelle ont été organisées et ont bénéficié à 60 coopératives
- 22 microprojets économiques ont été financés. La plupart concernent des projets de maraîchage, mais on compte aussi 2 projets de sensibilisation « santé paludisme », 2 de teinture, 1 unité laitière et 1 production fourragère
- 68 organisations de base ont été mises en réseau pour échanger sur les questions relatives liées aux pratiques économiques des microprojets maraîchers, sur le leadership des organisations de la société civile et sur les enjeux de développement.

### **Programme d'appui à la filière banane de Kénébia (PAFIBAK)**

**Pays :** Mali

**Localisation :** Les communes de Dabia, Sitakily, et Kénébia dans le cercle de Kénébia, Gadougou I, Bougaribaya (cercle de Kita) et Logo et Hawa Dembaya (cercle de Kayes)

**Financement :** Fondation Michelham, UE, AFD

**Résultats :**

- 2 sessions de formation sur les itinéraires techniques de la production de banane ont été dispensées auprès de 62 producteurs pour améliorer leur production et leur productivité
- 33 producteurs de bananes ont bénéficié d'une dotation matérielle (motopompes et sécurisation des bananeraies)
- 144 producteurs de bananes individuels ou collectifs ont été identifiés. Cette base de données a permis de mettre en relation les producteurs des différentes zones et facilite la structuration et la productivité de la filière

- 5 groupements féminins et 9 femmes commerçantes de bananes pouvant être structurées en association ont été identifiés. A travers diverses rencontres, elles ont été informées et sensibilisées à l'importance d'organiser leur activité en groupe.

### **Projet d'appui à la diversification agricole et au développement d'une offre en noix de cajou de qualité en régions de Oïo et de Cacheu**

**Pays :** Guinée-Bissau

**Localisation :** Régions d'Oïo et Cacheu

**Financement :** UE, Fondation Abbe Pierre, AFD

#### **Résultats :**

- 1 étude sur la situation de référence de la filière cajou permet de faire un état des lieux dans 12 secteurs administratifs des régions d'Oïo et de Cacheu.

### **L'accompagnement des femmes de Komodindé dans l'exploitation d'un périmètre maraîcher**

**Pays :** Mali

**Localisation :** Localité de Komodindé dans la commune de Konsiga (cercle de Yélimané)

**Financement :** l'association ODELADEMO

#### **Résultats :**

- 150 femmes vivant en milieu rural ont bénéficié d'un appui technique pour améliorer la productivité des périmètres maraîchers. Elles ont également fait l'objet de dotations en semences maraîchères
- 5 sessions de formation à la structuration organisationnelle ont été organisées pour améliorer la productivité de leurs coopératives maraîchères
- 1 bassin d'eau a été construit et 2 autres réhabilités pour assurer l'approvisionnement en eau des périmètres maraîchers.

## CHAPITRE III : LES MOBILITES HUMAINES

*Les mobilités humaines sont au cœur du projet associatif du Grdr. Qu'elles soient saisonnières ou ancrées dans un projet de vie de longue durée, qu'elles soient internes, régionales, transfrontalières ou internationales, elles contribuent à faire du développement un enjeu commun pour les territoires de départ, de transit et d'accueil. Elles font ainsi écho aux Objectifs de Développement Durable (ODD) qui proposent une vision globale du développement, par delà les clivages Nord-Sud habituels. De Sédhiou (Sénégal) jusqu'aux Hauts de France, en passant par les régions de Kayes au Mali, puis par l'Île-de-France, le Nord-Ouest de la Guinée-Bissau et désormais les territoires de transit que sont Nouakchott, Dakar et même le Maghreb, plusieurs activités et études réalisées tout au long de l'année permettent au Grdr de contribuer à dépassionner un débat trop souvent instrumentalisé. En ce sens, le Grdr s'investit en Afrique de l'Ouest (Mauritanie et Mali) et depuis plus récemment en Tunisie, pour que l'apport positif des mobilités humaines soit pris en compte dans les stratégies nationales migratoires de ces pays. En France, le Grdr s'est positionné en tête de réseau, à travers une approche de proximité qui lui permet de renforcer les capacités et la reconnaissance des acteurs associatifs, de produire les outils et connaissances et de mener un plaidoyer en faveur des mobilités humaines.*

## **A. Positionner les migrations au cœur des stratégies de développement territorial.**

Les territoires d'action du Grdr en Afrique de l'Ouest sont traditionnellement des zones de forte émigration. Les migrants originaires de ces régions qui vivent à l'étranger font historiquement partie des principaux contributeurs au développement de ces territoires. A travers des envois d'argent à leur famille, des projets individuels ou collectifs ou des transferts de compétences professionnelles et académiques, ils représentent pour les populations locales une ressource de 1<sup>er</sup> plan. Ils contribuent aussi à « ouvrir » ces territoires vers l'international, à travers des partenariats ou des coopérations. Inversement, ces régions, sans être encore un nouvel eldorado, accueillent de plus en plus de personnes venues des régions ou des pays environnants. Et l'observation de ces mobilités, y compris saisonnières ou transfrontalières, montre qu'elles sont une condition du développement agricole, que ce soit en matière de main d'œuvre ou d'innovations techniques.

Pour le Grdr, un migrant ne doit pas être réduit au seul rôle d'investisseur ou de main d'œuvre. Il doit être considéré comme un acteur à part entière, à la fois dans son territoire d'origine, mais aussi d'accueil, avec une citoyenneté pleine et entière comme seul horizon d'intégration. En ce sens, les mobilités humaines doivent pleinement prendre part aux stratégies de développement local. Dans cette optique, le Grdr accompagne les collectivités territoriales d'Afrique de l'Ouest dans la mise en place de dispositifs qui permettent de concilier objectifs de développement territoriaux et aspirations de la diaspora. Des Espaces « *Migrations-Développement* » ont été créés, notamment dans les régions de Kayes (EMDK) et de Sédhiou (EMDS). Un 3<sup>ème</sup> est à l'étude dans le sud de la Mauritanie, pour le Gorgol et le Guidimakha. En Casamance, le Grdr a participé à la réalisation des profils migratoires de 6 communes pour leur permettre de mieux maîtriser l'impact des migrations (que ce soit dans le sens des départs ou des arrivées) dans le développement de leurs territoires.

Dans la même logique, le Grdr était co-organisateur, à la demande du FORIM et du Réseau des Associations Mauritaniennes de l'Extérieur (RAME), de la Rencontre Internationale Sud Mauritanie (RIS), en mai 2016. Cet évènement dont le thème était « *Quelle place et quel(s) rôle(s) pour les migrant-e-s ?* », avait pour objectif de promouvoir et de proposer des pistes de coopération entre les différents acteurs du développement territorial. 80 personnes (dont les maires des communes concernées et la direction des collectivités locales) ont pu débattre des difficultés qui existent et formuler des propositions pour impliquer de manière efficace les migrants dans les processus de développement territoriaux.

En France, le Grdr accompagne les associations de migrants qui ont des projets de solidarité internationale en direction de leur territoire d'origine en Afrique de l'ouest. Des formations et des actions de renforcement de capacité sont mises en place pour leur permettre d'optimiser leur organisation, la recherche de financements et la gestion de leurs projets. Des activités qui contribuent à la structuration du mouvement associatif migrant en tant que lieu de sociabilité, de production de solidarités, de participation citoyenne sociale, économique, culturelle et politique.

## Migration & Développement

**Pays :** Mauritanie

**Localisation :** 5 collectivités Locales (Selibaby, Kaédi, Rhyad (NKC), Nouadhibou)

**Financement :** Union Européenne (programme Migration 10eme FED- PASNGM)

**Résultats :**

- Lors des rencontres Internationales Sud Mauritanie (RIS), qui ont eu lieu en mai 2016, 80 personnes (dont les maires de 5 communes, la direction des collectivités locales, la société civile et les ONG/Instituts concernés) ont participé à la rencontre et ont pu débattre des avancées et difficultés rencontrées pour impliquer de manière efficace les migrant-e-s dans les processus de développement territoriaux.

## Projet d'Appui aux Initiatives de Co-Développement Economique Local dans la région de Sédhiou

**Pays :** Sénégal

**Localisation :** Sédhiou (Casamance)

**Financement :** Union Européenne, AFD, Confédération Suisse, Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement (ICMD)

**Résultats :**

- 6 profils migratoires ont été réalisés dans les communes de Sédhiou, Diaroumé, Oudoucar, Goudomp, Marsassoum et Bounkiling
- 80 élus de la région ont bénéficié de formations permettant de renforcer leurs capacités sur les questions relatives à la relation migration-développement
- 2 missions regroupant une vingtaine d'élus de la région de Sédhiou ont été organisées en France afin qu'ils échangent avec leurs homologues français et les associations de migrants de leur région d'origine partenaire du développement sur les questions relatives à la relation migration-développement
- Le « *help office for migrants* », plateforme numérique qui a vocation à orienter les migrants dans leurs projets de développement est désormais actif sur le site internet de l'Agence Régionale de Sédhiou.

## Appui aux mouvements associatifs migrants

**Pays :** France

**Localisation :** Ile-de-France

**Financement :** Région Île-de-France, Fonds Régional pour le Développement de la Vie Associative, CCFD-TS

**Résultats :**

- 5 formations en ingénierie de co-développement ont été organisées pour renforcer les capacités de 43 associations issues de la migration impliquées dans le développement de leur pays d'origine
- A la demande des associations concernées, un diagnostic a été réalisé auprès de 42 acteurs associatifs migrants afin d'identifier les besoins autour des enjeux du développement durable
- Deux forums ont été organisés : le premier concernait « *les initiatives économiques et solidaires des jeunes de la diaspora malienne* », et le second s'intitulait « *Solidarité, emploi, citoyenneté : comment favoriser l'engagement des jeunes* ».

**Renforcement des capacités d'agir des organisations de femmes pour l'accès aux droits et la cohésion sociale dans les territoires politiques de la ville**

**Pays :** France

**Localisation :** National

**Financement :** Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET)

**Résultats :**

- A Rouen des femmes membres ou responsables d'associations à travers les ateliers ont participé aux clubs « *Entreprendre au féminin* » à la Cité des Métiers de Rouen. Cette activité a permis de renforcer les compétences des femmes dans le montage de projet, de créer un espace d'échanges entre pairs et de mettre ces responsables associatifs en lien avec différents opérateurs de terrain
- 5 ateliers ont été réalisés avec 48 participantes sur la création d'activités économiques, les modèles économiques, les financements de projets
- A Grigny, un diagnostic sur les priorités des associations de la Grande Borne - Le Plateau a été réalisé pour identifier les difficultés de fonctionnement. Il a permis d'identifier les besoins en renforcement de compétences des associations souhaitant intervenir en faveur de la scolarisation des enfants, sur l'insertion professionnelle des femmes et sur la présence des femmes dans l'espace public
- Dans le 20<sup>ème</sup> arrondissement, le Grdr a accompagné la Coordination des femmes et de la jeunesse africaine dans sa capacité à organiser des activités en direction de leurs membres et de nouer des partenariats pour monter une activité
- Le Grdr apporte son appui au collectif AFAS des femmes africaines solidaires qui regroupe une quarantaine d'associations.

## **B. Entreprenariat et insertion professionnelle des personnes migrantes**

De plus en plus de projets des migrants en faveur de leur territoire d'origine sont axés sur l'entreprenariat. L'enjeu est de parvenir à bien les articuler avec les besoins des territoires. Les collectivités locales se sont longtemps plaintes d'être mal informées des projets et réalisations des migrants, qu'elles jugent souvent contraires aux normes étatiques ou aux recommandations politiques, ou encore comme ne correspondant pas aux priorités locales. A l'inverse, la diaspora est restée longtemps mal informée de ces priorités et normes et ne comprend pas toujours pourquoi ces autorités locales contrarient (à tort ou à raison) ses initiatives. Ces incompréhensions ont souvent freiné voire découragé des potentiels porteurs de projets et ont eu des répercussions négatives sur le développement économique, social et culturel de nombreux territoires. Alors que le potentiel et les besoins existent.

Pour le Grdr, maintenir le dialogue entre la diaspora et les collectivités territoriales a toujours été un préalable. Cela passe par une démarche méthodologique adaptée et des outils innovants permettant d'identifier les besoins locaux. Ainsi, dans la région de Sédhiou, en Casamance, le Grdr a apporté son expertise pour accompagner l'Agence Régionale de Développement (ARD) afin de mieux définir les priorités et de mieux orienter les porteurs de projets. En France et au Mali, des études sur les initiatives économiques sociales et solidaires (ESS) des migrants dans les Hauts-de-France ou dans la région de Kayes (y compris par des migrants de retour) sont en cours et permettront d'élaborer des outils pour améliorer les dispositifs régionaux amenés à soutenir de tels projets.

En France, pour de nombreuses personnes issues de la migration et éloignées de l'emploi, l'accès à l'entreprenariat relève pleinement d'un enjeu d'insertion sur leur territoire de vie. Plus durement frappées par le chômage que les autochtones, ces personnes ont pourtant vécu des parcours originaux, des expériences enrichissantes et acquis des compétences qui restent souvent mal valorisées sur le marché du travail. Pour le Grdr, il s'agit de combattre ces discriminations et d'accompagner ces personnes pour qu'elles soient en mesure de présenter leur parcours migratoire comme une force et une richesse, source de compétences originales et d'innovations. Ainsi le Grdr les aide dans la conception et l'élaboration de projets et d'activités économiques à travers des formations telles que l'École Régionale des Projets. Les clubs « *Entreprendre au Féminin* » et « *Dynamiques africaines* » ont également offerts à 272 porteuses et porteurs de projets l'opportunité d'échanger, de mieux appréhender les dispositifs d'accompagnement et de se mettre en réseau.

### L'École Régionale des Projets

**Pays :** France

**Localisation :** Île-de-France

**Financement :** Région Ile-de-France, Direction Régionale des Entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

**Résultats :**

- 30 stagiaires issus de la migration, porteurs de projets économiques, ont participé à une formation continue de 6 mois. 63% étaient des femmes, 66% vivent dans des quartiers « politiques de la ville » et 72% étaient sans emploi au début de la formation
- Les 55 candidats non retenus à la sélection d'entrée ont reçu un accompagnement individualisé pour leur réorientation
- A la fin de la formation, 5 entreprises ont été créées, 5 stagiaires sont entrés en couveuse, 5 ont trouvé un emploi et 6 sont entrés en formation complémentaire.

### Programme de promotion socioprofessionnelle des migrants

**Pays :** France

**Localisation :** Île-de-France

**Financement :** Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS), Plaine Commune, Mairie de Paris, Fondation Banque Populaire Rives de Paris, Maison de l'Emploi de l'Insertion et de la Formation des Entreprises (MEIFE) d'Aulnay

**Résultats :**

- 328 personnes issues de la migration, porteurs de projets économiques, ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé (accueil, suivi, orientation) et collectif
- 19 rencontres des clubs « *Dynamiques Africaines* » et « *Entreprendre au féminin* » ont été organisés en 2016 et ont réuni 272 porteurs de projets à la Cité des Métiers de Paris - la Villette pour faciliter la mise en réseau et la mise en lien avec les dispositifs d'accompagnement
- 18 porteurs de projets ont bénéficié d'un accompagnement individualisé dans le cadre de l'Incubateur social à Aulnay-Sous-Bois et du cycle d'accompagnement à l'Economie Sociale et Solidaire. 42 personnes ont bénéficié d'un appui-conseil
- 112 professionnels ont participé au séminaire sur « *Economie Sociale et Solidaire, Initiatives des migrants, Politique de la ville* » et à 4 formations sur les trajectoires migratoires, l'accompagnement des publics communautaires, et la communication interculturelle
- L'équipe du Grdr a été sollicitée comme membre de 5 jurys sur la création d'entreprises et l'Economie Sociale et Solidaire et est intervenue dans 4 conférences et forums sur l'entrepreneuriat migrants

### Projet de réinsertion économique des migrants de retour volontaire

**Pays :** Mali

**Localisation :** régions de Kayes et de Koulikoro et district de Bamako

**Financement :** Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII)

**Résultats :**

- 11 migrants, porteurs de projets économiques au Mali, où ils sont revenus vivre volontairement, ont bénéficié d'un appui financier, d'expertise et de sessions de renforcement de capacités en rapport avec leurs projets
- 5 étudiants ont été accompagnés dans leurs projets d'accès à l'emploi et 3 d'entre eux ont bénéficié de formations.

**Penser les mobilités au sein de l'économie sociale et solidaire comme levier pour coopérer autrement, en s'appuyant sur les territoires des Hauts-de-France et de Kayes****Pays :** Mali, France**Localisation :** Région de Kayes, région des Hauts-de-France**Financement :** CFSI, et ses partenaires financiers (AFD, Fondation Abbé Pierre)**Résultats :**

- 84 projets portés par des migrants ou migrants de retour dans la région de Kayes et 11 projets portés par des migrants dans les Hauts-de-France font l'objet d'une enquête pour étudier la place des migrations dans les outils et pratiques des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire à Kayes et dans les Hauts de France. Elle permettra de formuler des propositions aux structures d'accompagnement
- 1 étude est en cours pour identifier le lien entre ESS et solidarité internationale
- Un voyage d'élus en provenance de la région de Kayes a permis de les confronter avec des migrants porteurs de projets de développement ESS
- En région de Kayes, 3 conférences sur l'émigration irrégulière ont été organisées et ont rassemblé près de 200 personnes. Un forum sur l'Economie Sociale et Solidaire a été organisé à Kayes.

### **C. Lutter contre l'isolement et pour l'accès aux droits et à la santé des personnes migrantes les plus vulnérables.**

En France, le vieillissement des populations immigrées et la féminisation des migrations sont des phénomènes récents. Les personnes migrantes sont souvent confrontées, selon leurs parcours, leur âge, leur sexe, à des difficultés d'accès aux droits et à la santé ou à des problèmes d'isolement qui ne sont pas pris en compte de manière efficace par les politiques publiques. De nombreuses études mettent en avant la plus grande fragilité physique et psychologique des migrants vieillissants par rapport aux personnes nées dans l'hexagone. De plus, les démarches administratives auprès des organismes de retraite ou de sécurité sociale sont souvent complexes. Les services publics, particulièrement dans les quartiers les plus populaires où vivent un grand nombre de ces personnes, ont de plus en plus tendance à supprimer les guichets d'accueil de proximité et à renvoyer vers des portails internet pas toujours simples d'accès ou d'usage pour cette catégorie de public. Le Grdr propose donc, à ces personnes migrantes âgées, des permanences hebdomadaires dans des centres sociaux d'Aubervilliers et du 19<sup>ème</sup> arrondissement parisien, afin de les accompagner dans leurs démarches d'accès aux droits de santé et de retraite. Des animations collectives permettent également d'informer et d'orienter ce public dans ses démarches.

Les femmes immigrées âgées habitant seules rencontrent elles aussi ces difficultés. Mais elles ont aussi été confrontées toute leur vie aux représentations culturelles qui les ont confinées au rôle d'épouse et de mère de famille. Lorsqu'elles atteignent un âge avancé, alors que la famille a grandi et que les enfants ont quitté le domicile familial, elles sont plus fortement touchées par l'isolement que le reste de la population. Le Grdr a donc développé une approche basée sur des ateliers de parole et/ou de sensibilisation pour les aider à rompre cet isolement, l'objectif étant d'apporter une réponse à des besoins rarement pris en compte par les pouvoirs publics.

D'une manière générale, la tendance au désengagement des services publics auprès du migrant, quel que soit son statut (primo-arrivants, retraités, femmes...) est une des problématiques auxquelles doivent de plus en plus s'adapter les associations de solidarité. C'est la raison pour laquelle le Grdr intervient auprès des professionnels amenés à accueillir ce public sur les questions de santé, d'insertion professionnelle, de citoyenneté, de retraite, à travers des formations à la communication interculturelle. L'idée est de partager les expériences et de fournir des outils pour que les problématiques sociales liées à la migration soient mieux prises en charge. La méconnaissance de cette catégorie de la population, de ses projets, de ses conditions de vie, associée à l'existence de préjugés de part et d'autre, impacte négativement la relation entre usagers et professionnels.

## Programme d'accompagnement pour l'accès aux droits des personnes âgées immigrées et lutte contre l'isolement.

**Pays :** France

**Localisation :** Île-de-France

**Financement :** Fonds Asile Migration Intégration de (FAMI) de l'Union Européenne, Région Île-de-France, Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) de Seine-St-Denis, Ville de Paris, CNAV Ile-de-France (DASIF)

### **Résultats :**

- 2 permanences hebdomadaires dans 2 centres sociaux de Paris 19<sup>ème</sup> et Aubervilliers, ont permis d'accompagner régulièrement 55 personnes migrantes âgées dans leurs démarches d'accès aux droits de retraite et de santé
- 2 animations collectives ont contribué à l'information de 10 personnes âgées
- 47 personnes âgées immigrées ont bénéficié des activités sur les ateliers numériques (3 stages : 30 stagiaires et 17 accompagnements individuels) pour les accompagner dans leurs démarches sur internet
- Un forum intitulé « *Dématérialisation des services publics et accès aux droits : quelle inclusion numérique pour les personnes âgées immigrées ?* » a rassemblé près de 80 professionnels et usagers le 1<sup>er</sup> décembre 2016.

## Accompagnement des femmes immigrées et des acteurs locaux pour intégration et une valorisation des publics accompagnés.

**Pays :** France

**Localisation :** Hauts-de-France

**Financement :** Fonds Asile Migration et Intégration (FAMI), Fondation de France, Contrats urbains de cohésion sociale (Cucs), Secours Catholique

### **Résultats :**

- 44 ateliers de parole ont été organisés tout au long de l'année et ont contribué à lutter contre l'isolement de 55 femmes issues de la migration. Ces ateliers ont également permis d'aborder les questions d'accès aux droits et aux soins de santé
- 2 sessions de formation ont été organisées pour renforcer les capacités de 21 professionnels du secteur socio-sanitaire et améliorer l'accueil de ce public (en tenant compte de ces spécificités culturelles et taboues)
- 1 forum d'échange a réuni 56 professionnels du même secteur sur les mêmes questions.

**Formation, information et mise en réseau des acteurs intervenants auprès du public primo-arrivants.**

**Pays :** France

**Localisation :** Haute Normandie –Île-de-France

**Financement :** Direction de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la nationalité (DAAEN), Institut de Recherche et Développement (IRD)

**Résultats :**

- 3 sessions de formation en Île-de-France et en Haute-Normandie, ont permis de renforcer les capacités de 65 professionnels en charge de l'accueil du public primo-arrivant sur les questions liées au projet migratoire et la communication interculturelle
- 3 ateliers d'échanges de pratiques sur l'accompagnement des primo-arrivants ont été organisés avec des bénévoles et des professionnels. 42 personnes ont participé à ces temps d'échange
- L'équipe du projet a participé à 2 séminaires européens, à Liverpool et à Turin pour échanger avec une trentaine de chercheurs et acteurs de l'insertion venus d'une dizaine de pays.

## **D. Migration et éducation citoyenne.**

Depuis plusieurs années, le Grdr s'inscrit dans une logique d'Education Citoyenne à la Solidarité Internationale. L'idée est de proposer une lecture des rapports nord-sud qui va au-delà de l'ambivalence « pays développés - pays en développement » et de faire évoluer vers des termes plus justes la manière dont les citoyens et les institutions conçoivent ces rapports. Cette forme d'éducation populaire permet de sensibiliser la société civile et les pouvoirs publics aux différentes logiques d'appartenance à un territoire. Et surtout d'inscrire les migrations au cœur des objectifs de développement durable (ODD) dans l'esprit de tous.

Cette approche permet donc de proposer une lecture du monde où les territoires sont connectés et les solutions multiples. Et ainsi d'agir, à l'échelle locale, sur les rapports que chaque citoyen peut avoir avec la notion de « l'Autre », de territoire et de frontière, pour mieux lutter contre les préjugés. Dans les Hauts-de-France, région où les questions migratoires sont sensibles, le Grdr mobilise pour organiser des animations, des ateliers, des festivals cinématographiques permettant de valoriser les parcours migratoires et d'encourager le mieux-vivre ensemble. Autre enjeu essentiel, transmettre aux plus jeunes ce que les migrations ont généré comme bénéfices, que ce soit en Europe ou dans les pays d'origine. C'est dans cette optique que l'équipe du Grdr dans les Hauts-de-France a organisé une trentaine d'ateliers en milieu scolaire pour sensibiliser les élèves sur ces questions liées à la solidarité internationale.

Parallèlement, les associations de migrants ont un rôle essentiel à jouer en matière de plaidoyer. Pour cela, elles doivent être en mesure de mettre en valeur leurs contributions au développement durable sur les territoires d'accueil et d'origine. Des ateliers ont été organisés en vue de sensibiliser les leaders et membres de ces associations sur les questions liées aux Objectifs de Développement Durable (ODD) et les aider à mieux valoriser leurs actions. En effet, ces associations souffrent souvent d'un manque de visibilité alors qu'elles sont particulièrement actives sur leur territoire d'accueil. Elles sont aussi mieux positionnées pour intervenir, aux côtés du Grdr, auprès des collectivités territoriales sur les questions liées au rôle et à l'impact des mobilités humaines dans le développement des territoires.

## Les Organisations de Migrants pour le Développement pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (« Les OMD pour les OMD »)

**Pays :** France, Italie, Espagne

**Localisation :** Île-de-France, Hauts-de-France, Madrid, Barcelone, Andalousie, Canaries, Milan, Bologne, Rome, Calabre

**Financements :** AFD, Union européenne

### **Résultats :**

- 5 « thés palabre » sur les OMD et les migrations (180 participants) dans deux régions françaises (Île-de-France et Hauts-de-France) ont été organisés par le Grdr et ses partenaires (Faderma, la Caderkaf et le Réseau IDD)
- 8 sessions de formation ont été organisées au sein des fédérations de migrants et ont directement touché 120 personnes
- 55 évènements et animations d'éducation au développement ont été organisés avec l'appui du Grdr
- 16 associations ont été primées au cours d'un forum « J'M – Jeunesse et Migrations, Ensemble pour une planète durable et solidaire ». Toutes ont bénéficié d'un accompagnement pour développer leur offre d'éducation au développement
- Le Grdr et ses partenaires ont participé à 21 évènements sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), la coopération décentralisée et les migrations
- Plusieurs actions de plaidoyer en faveur des OMD et du rôle des migrations ont été menées en Suède, Belgique, Italie, Espagne
- 3 colloques européens ont été organisés à Paris, Madrid et Bologne.

## Territoires Solidaires

**Pays :** France

**Localisation :** Hauts-de-France

**Financements:** Conseil Régional de Hauts-de-France, Conseil Départemental du Pas-de-Calais, ADVA, SNCF

### **Résultats :**

- 30 ateliers d'Education Citoyenne à la Solidarité Internationale ont été organisés en milieu scolaire. 123 écoliers de la région des Hauts-de-France ont ainsi été sensibilisés sur les questions migratoires et les enjeux de la solidarité internationale
- 16 organisations de solidarité internationale issues de la migration ayant des projets de développement ont été accompagnées tout au long de l'année
- L'antenne du Grdr a participé à l'organisation et l'animation de l'exposition « Etre né quelque part » qui a accueilli 5250 personnes dont 3250 jeunes (en novembre 2016)
- 2 interventions lors d'animations-débats ont permis de partager avec les 90 personnes présentes dans le public
- 1 projection-débat dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale en présence de 80 personnes
- Organisation du « DDTour » (Tour du développement durable) rassemblant 4 porteurs de projet en octobre.

## JEUNESSE ET POUVOIR D'AGIR

*Dans les territoires d'action du Grdr en Afrique de l'Ouest, les moins de 25 ans représentent plus de 50% de la population, parfois même près de 60%. Souvent confrontés au chômage et à la précarité, la question de leur insertion professionnelle représente un enjeu de cohésion sociale majeur. Plus encore, leur inclusion économique et sociale, qui était un choix stratégique de développement, devient de plus en plus un impératif pour garantir la stabilité et le développement durable. Le futur des territoires passe donc nécessairement par les jeunes, par leur capacité à innover, leur dynamisme et leur compréhension du monde. En Afrique de l'Ouest et au Maghreb, le Grdr s'engage pour soutenir leur participation citoyenne, notamment au sein d'une société civile en pleine mutation et de plus en plus en mesure de faire entendre sa voix. Mais aussi en soutenant un développement économique profitable à tous, qui permettrait de créer des emplois, par exemple en valorisant les métiers agricoles ou associatifs. En France, les problématiques sont différentes. Cependant les jeunes issus de la migration sont eux aussi proportionnellement plus concernés par des difficultés d'insertion sur le marché du travail que les « Français d'origine » du même âge. Parallèlement, le tissu associatif issu de la migration est en pleine évolution grâce à leur impulsion.*

## **A. Etre jeune et citoyen sur ses territoires d'appartenance.**

En France, le Grdr a mené des études sur l'engagement associatif qui démontrent que contrairement aux apparences, les jeunes sont en fait toujours aussi engagés que leurs aînés mais leur investissement prend des formes différentes, probablement plus complexes, plus ponctuelles et plus en lien avec leur projet professionnel ou personnel. On constate aussi une présence accrue des jeunes femmes, fortement impliquées dans la vie locale malgré un certain manque de visibilité, comme le montre une étude réalisée par le Grdr dans les Hauts-de-France. D'une manière générale, cet engagement associatif est d'une nature différente des pratiques « anciennes » pour lesquelles une action collective se comprenait comme une manifestation de solidarité à l'égard de la communauté d'origine. Désormais, cet engagement, plus individuel, a souvent une visée entrepreneuriale. Et l'analyse tend à montrer que, de plus en plus, les jeunes issus de l'immigration cherchent à relier projet communautaire, projet de société et projet personnel. Sans pour autant marquer une rupture définitive avec les formes plus anciennes d'engagement.

En Afrique de l'Ouest, les organes associatifs sont traditionnellement accaparés par une génération qui laisse peu de place aux initiatives et au dynamisme des moins de 25 ans. Les associations de jeunes sont également freinées par des difficultés d'accès aux financements, d'organisation, ou encore de gestion. Ce tissu associatif est souvent disparate, avec peu d'échanges de pratiques et d'idées. Il souffre également d'un réel manque de visibilité auprès des autres acteurs locaux auprès de qui il est mal valorisé. Pourtant les jeunes semblent vouloir s'investir de plus en plus dans la création de petites coopératives de production, dans l'accompagnement de jeunes en difficulté, dans la recherche d'emploi ou dans la mise en place d'incubateurs d'entreprises orientés vers les nouvelles technologies (pour les plus urbains). Pour les collectivités territoriales et les acteurs locaux, il est important d'appuyer ces organisations de la société civile pour qu'elles se structurent, se mettent en réseau, trouvent les financements qui leur permettront d'agir en faveur de la cohésion sociale.

Pour accompagner ces dynamiques, le Grdr s'oriente, à travers plusieurs programmes, vers une forme « *d'éducation à la bonne gouvernance et à la citoyenneté des organisations de la société civile* ». L'objectif étant de faire en sorte que cet engagement soit pour eux une porte d'entrée afin qu'ils deviennent des acteurs de leur propre territoire et qu'ils investissent peu à peu les cadres de concertation locale. C'est ainsi qu'ils deviendront pleinement acteurs et force de proposition sur les thématiques qui les concernent en premier lieu, telles que la précarité et les difficultés d'insertion professionnelle.

## L'engagement des jeunes à l'épreuve des territoires : le cas des jeunes filles en France

**Pays :** France

**Localisation :** Ile-de-France

**Financement :** Ile-de-France, Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis

### **Résultats :**

Dans le cadre de l'étude sur l'engagement associatif des jeunes filles en France

- Le Grdr a participé à 5 rencontres du réseau interdisciplinaire ALISS (Alliance Sciences et Société) et à 6 rencontres avec des responsables associatifs (Paris 18<sup>ème</sup> et Montreuil, 93)
- Des entretiens individuels ont été menés auprès de 70 jeunes femmes des quartiers populaires franciliens, engagées dans des associations de solidarité locale et internationale
- 2 forums regroupant 100 personnes ont été organisés. L'équipe de l'étude est également intervenue dans une dizaine de colloques et séminaires scientifiques. Elle a participé à la coordination d'un numéro des Cahiers de l'Action, publié par l'Institut National de la Jeunesse et de l'Education populaire (INJEP) sur l'engagement des jeunes.

## Jeunesse et emploi pour nourrir les villes (J'NOV)

**Pays :** Mali

**Localisation :** Bamako

**Financement :** UE, CCFD-TS

**Objectif :** Contribuer au renforcement de la paix et de la stabilité du processus démocratique au Mali en s'appuyant sur l'exercice d'une citoyenneté active et sur un « vivre ensemble » partagé par l'ensemble de la société et porté par les jeunes générations maliennes.

### **Résultats :**

- Les Grdr est en charge d'une étude consistant à étudier les pratiques de citoyenneté et de vivre-ensemble dans la région de Kayes. L'enquête concerne 84 jeunes, femmes, représentants de services techniques, leaders communautaires, élus, représentants de l'administration (Préfet, Sous-préfet), migrants de retour
- Un recensement des organisations des jeunes de la Région de Kayes est en cours. 35 organisations formelles ont été inscrites et représentent environ 2130 personnes. Les domaines d'action des organisations concernent le développement, la citoyenneté, la gouvernance, l'agriculture, l'éducation, l'assainissement, la culture, le sport.
- 23 jeunes ont bénéficié des 2 formations sur les droits civiques
- Le financement en cascade d'initiatives de jeunes a été lancé fin 2016. Le montant des subventions est compris entre 500 000 à 2 000 000 FCFA pour les projets au Mali et 3 000€ pour ceux de la France.

## Jeunesse et pouvoir d'agir

**Pays :** Mali

**Localisation :** région de Kayes

**Financement :** Union Européenne, CCFD-TS

### **Résultats :**

- Une étude sur les pratiques de citoyenneté et de vivre-ensemble dans les 5 zones d'intervention de la région de Kayes est en cours en lien avec les activités du projet Jeunesse et emploi pour nourrir les villes (cf. ci-dessus)
- Un recensement des organisations des jeunes de la Région de Kayes est en cours. Il apparaît que les domaines d'intervention de ces organisations sont divers : développement, citoyenneté, gouvernance, agriculture, éducation, assainissement, culture, sport...
- 23 jeunes (dont 6 jeunes femmes) ont bénéficié de 2 formations sur les droits civiques et l'« empowerment »
- le financement en cascade d'Initiatives de jeunes a débuté à la fin de l'année 2016. Ce financement a pour objectif de soutenir des dynamiques associatives portées par des jeunes et de les renforcer. Les dossiers sélectionnés le sont sur la base d'un cahier de charges strictes.

## Favoriser l'engagement de la société Bordjienne en faveur du développement durable

**Pays :** Algérie

**Localisation :** Territoire de la wilaya de Bordj Bou Arreridj (BBA)

**Financement :** Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France en Algérie

### **Objectifs :**

Le projet vise à intégrer la culture du développement durable dans la société Bordjienne en s'appuyant sur une ouverture internationale (France/ Afrique de l'Ouest). Le projet est conduit par l'association algérienne El Ghaith en partenariat avec le Grdr.

### **Résultats :**

- Deux temps de concertation réunissant des représentants associatifs et des entreprises ainsi que des élus ont été animés pour la mise en place d'un plan d'action conjoint intégrant les questions de développement durable (notamment sur l'agriculture et l'énergie) sur le territoire de la wilaya de Bordj Bou Arreridj
- Une mission d'une semaine a permis à 10 représentants algériens d'aller à la rencontre des acteurs économiques et sociaux du développement durable des Hauts-de France avec l'appui du Centre de Ressources pour le Développement Durable (CERDD)
- Une campagne de sensibilisation sur les éco-gestes à destination des élèves des écoles de Bordj Bou Arreridj a été animée par des étudiants, des associations locales et des entreprises

## **B. Insertion professionnelle et vie associative**

Le secteur de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), notamment le milieu associatif, offre un potentiel de premier ordre pour l'insertion professionnelle des jeunes. Cet espace est en effet un moyen de consolider les parcours et d'acquérir de nouveaux savoir-faire. De nombreuses associations émergent, dont la vocation est de favoriser l'insertion des jeunes vers des métiers ou des pratiques entrepreneuriales. C'est le cas, par exemple, des associations intervenant en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle des personnes handicapées. La société civile est aujourd'hui un secteur qui « fabrique » de nouveaux métiers et de nouvelles initiatives, fortement innovantes. Elle devient un lieu d'apprentissage et de formation de premier plan, notamment dans l'utilisation des nouvelles technologies, mais aussi en gestion administrative et financière, en coordination de projets, en animation et médiation socio-éducative, etc. Autant de compétences et de savoir-faire qui sont utiles sur le marché du travail et qui peuvent contribuer à renforcer les parcours. C'est dans cette logique qu'au Mali, en Mauritanie, en France et même désormais en Algérie, le Grdr travaille auprès des associations et avec les pouvoirs publics pour valoriser ces compétences et repositionner la société civile en tant que bassin d'emploi adapté aux aspirations de la jeunesse.

D'autre part, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, le Grdr soutient les dynamiques locales territoriales, que ce soit en matière de structuration des filières agricoles, d'initiatives économiques, d'accès à l'eau et à l'assainissement, de gestion des ressources naturelles... Les jeunes et les femmes font partie des principaux bénéficiaires de l'appui financier proposé par le Grdr dans le cadre des fonds d'appui (*cf. partie sécurité alimentaire*) pour leur permettre de pérenniser leur activité, de créer leur emploi (voire des emplois supplémentaires) et de s'insérer économiquement. C'est particulièrement le cas à Canchungo en Guinée-Bissau où 417 jeunes (dont 313 jeunes femmes) de la région ont bénéficié d'un appui financier pour développer leurs activités économiques.

Ces activités sont aussi une opportunité pour contribuer à la création d'un savoir-faire local. Le Grdr travaille avec des centres de formation professionnelle régionaux afin de former des jeunes pour qu'ils soient en mesure de répondre aux besoins de territoires qui manquent souvent de main-d'œuvre qualifiée. C'est par exemple le cas à Canchungo en Guinée-Bissau, où des jeunes sont formés aux techniques de construction ou de rénovation de l'habitat urbain sur la base de l'utilisation de matériaux locaux. C'est également le cas dans la Moyenne Vallée du Fleuve Sénégal, où le Grdr a participé à la formation de professionnels en mesure d'entretenir des adductions en eau potable, de construire des puisards d'évacuation des eaux usées ou des latrines, contribuant ainsi à l'assainissement de leurs territoires.

## Innov'Asso : métiers et compétences du secteur associatif

**Pays :** Algérie

**Localisation :** Wilayas d'Oran et de Khenchela

**Financement :** Union Européenne, AFD

### **Résultats :**

- Un diagnostic sur les métiers associatifs a été réalisé auprès d'une trentaine d'associations algériennes (dans les wilayas d'Oran et Khenchela) en vue de la réalisation d'un référentiel des métiers associatifs
- 2 dispositifs de subventions en cascade ont été mis en place dans les deux wilayas. Elles permettront de proposer des stages en milieu associatif à environ 100 jeunes (16-35 ans) pour leur permettre de se former ou acquérir de l'expérience dans les métiers des secteurs suivants : agriculture, artisanat, environnement et tourisme, santé, audiovisuel, numérique et insertion socio-professionnelle. De nouveaux appels sont en cours
- Le Grdr installe une présence permanente en Algérie pour suivre les différents projets en cours.

## Projet d'appui aux jeunes et aux femmes de la région de Cacheu (PAJEF )

**Pays :** Guinée-Bissau

**Localisation :** Région de Cacheu dans les secteurs de Bula, Cacheu, Calequisse, Caio, Canchungo, Inghore, Sao Domingos

**Financement :** UE, AFD, Fondation Abbé Pierre

**Objectif :** Contribuer à l'émergence d'un environnement propice à une meilleure insertion économique et de meilleures conditions de vie pour les jeunes et femmes dans la région de Cacheu.

### **Résultats :**

- 138 initiatives économiques portées par 417 jeunes (dont 313 jeunes femmes) ont obtenu une dotation financière, sur la base de critères stricts (respect de l'environnement, durabilité et cohérence du projet, etc.) afin qu'elles puissent développer leurs activités
- Les filières économiques les plus porteuses en région de Cacheu sont identifiées et caractérisées dans le cadre d'une étude de l'économie régionale
- 3 diagnostics villageois sont réalisés pour améliorer la compréhension de la situation des jeunes et des femmes et accompagner le développement de leurs initiatives économiques.

## Initiatives pour l'employabilité et l'insertion durable des jeunes (IEJ)

**Pays :** France

**Localisation :** Seine-Saint-Denis

**Financement :** IEJ/Fonds Social Européen, Région Ile-de-France

### **Résultats :**

- 12 jeunes ni scolarisés, ni en emploi, ni en formation âgés de 16 à 25 ans, habitant en Seine-Saint-Denis (sept résidant à Montreuil et cinq à Aubervilliers) ont bénéficié en 2016 d'un accompagnement individuel en vue de leur réinsertion professionnelle
- 7 d'entre eux ont trouvé un emploi ou une formation dont 1 un CDI, 2 une formation, 3 un CDD et 1 est intérimaire.

## LES PRODUCTIONS DU GRDR

### Les publications :

(Toutes les publications sont disponibles sur notre site internet [www.grdr.org](http://www.grdr.org) )

- Le guide : « 5 idées reçues à déconstruire sur les liens entre Migration et Développement ».
- Le guide d'accompagnement des entrepreneurs migrants.
- Le guide sur « l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale à l'échelle locale ».

### Les études réalisées par le Grdr :

- L'étude « La dimension locale de la dialectique Migration-Développement – le cas France-Sénégal »
- Le plan communal d'action opérationnelle et stratégique d'assainissement de la commune de Sélibaby
- L'enquête d'identification et de recensement des organisations de la société civile de jeunes dans la région de Kayes
- L'étude sur les filières de bouye, jujube et patate douce dans la Réserve Nationale Communautaire du Boundou au Sénégal
- L'Enquête pour l'élaboration de base de données sur les initiatives économiques portées par les migrants (Mali)
- L'analyse socio-foncière pour la réalisation d'aménagements d'eau de surface dans l'Aftout-Sud Karakoro (Mauritanie)
- L'identification et le recensement des associations de producteurs de bananes et des groupements de femmes commerçantes de bananes de la région de Kéniéba au Mali

### Les films et documentaires :

(Disponibles sur notre site internet et sur notre chaîne Youtube (GRDR1969))

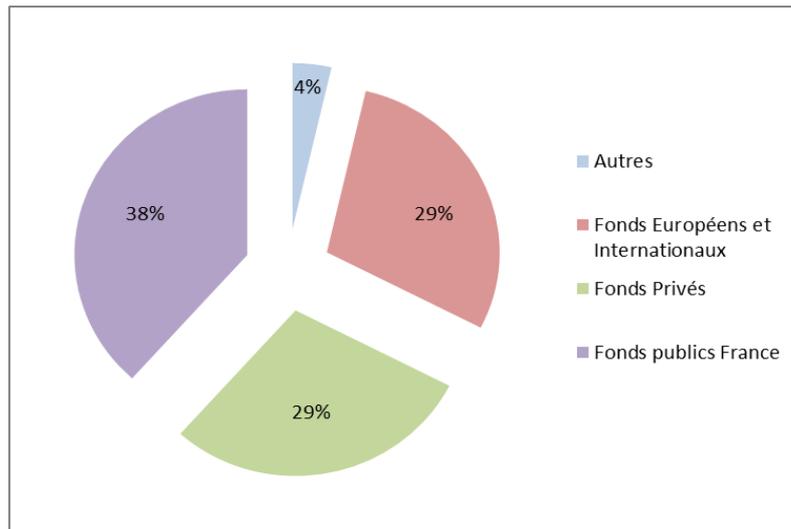
- Le documentaire « *Entre terre et mer : les défis de l'exploitation équitable et de la préservation des ressources naturelles* » réalisé par **Jeff Russell**

## NOS FINANCES EN 2016

Le budget exécuté en 2016 est de 4.6 M€.

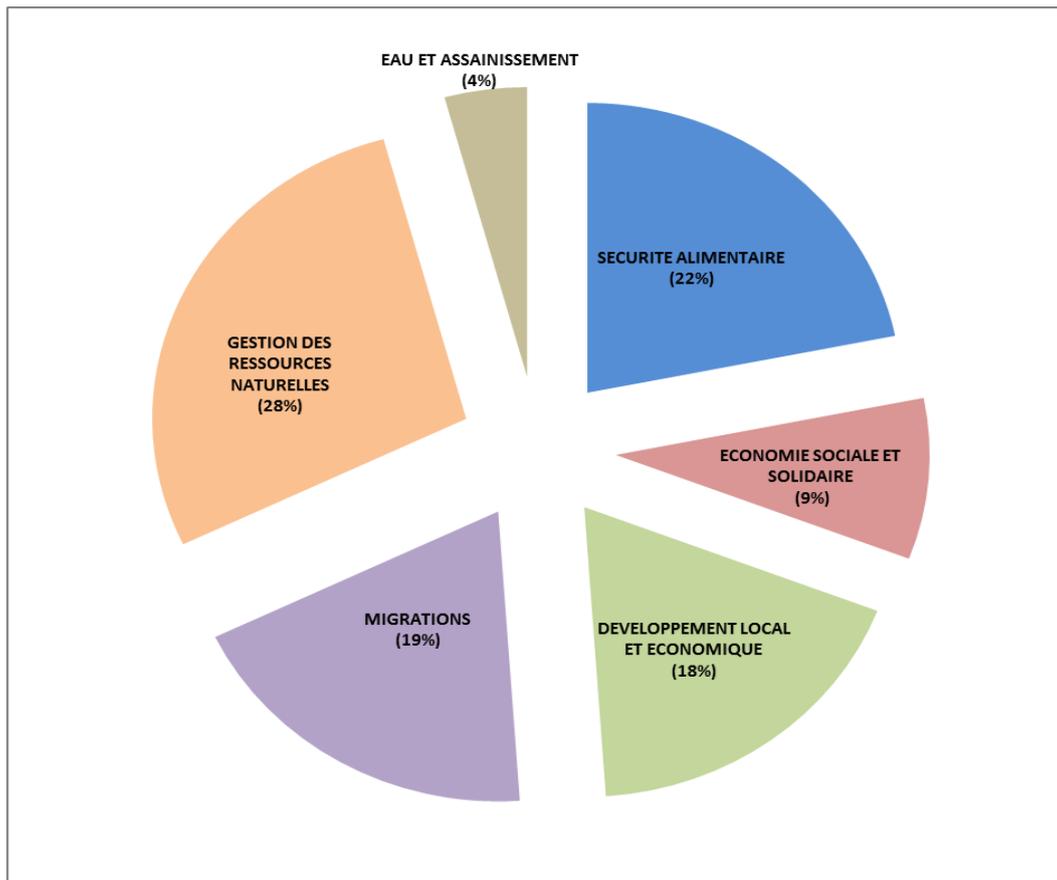
### Origine des ressources

Les fonds privés sont en hausse, du fait des importantes réalisations des programmes Sahel et Pôle Littoral financés par des Fondations / ONG.



### Nature des activités

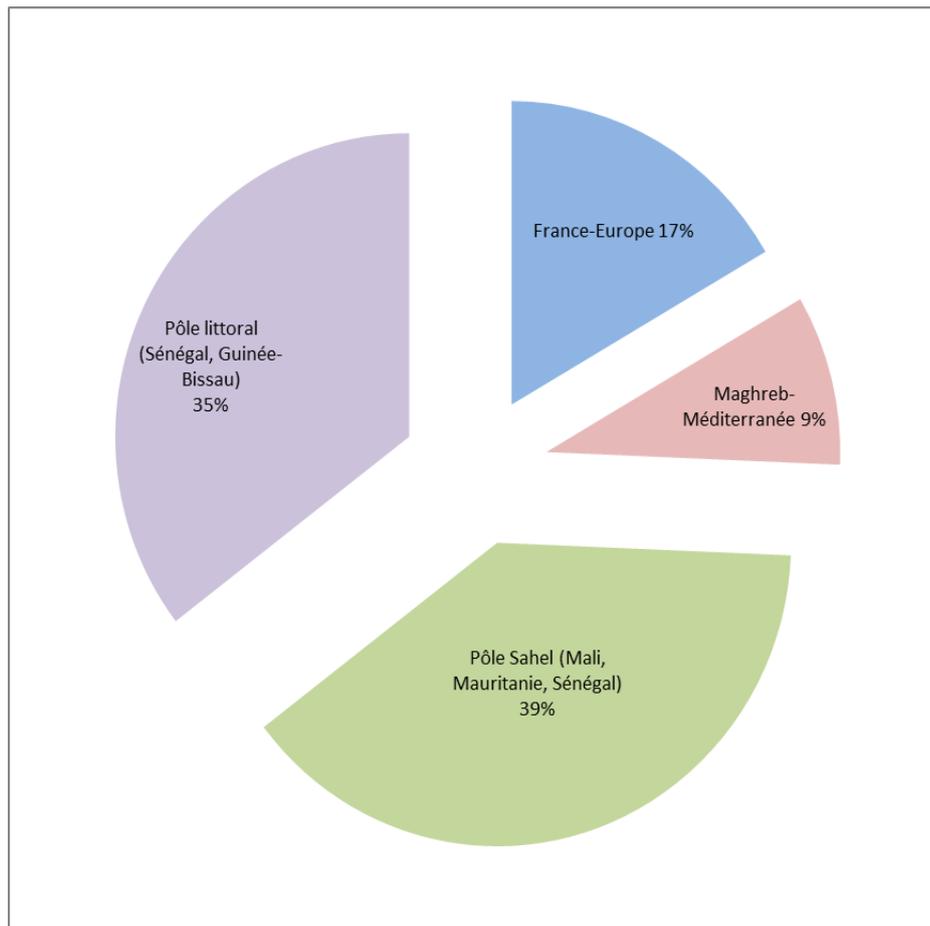
Sur le plan thématique, l'activité du Grdr en 2016 s'est déployée sur soixante-neuf conventions, réparties sur six axes principaux : gestion des ressources naturelles (28%), sécurité alimentaire (22%), migrations (19%), développement local (18%), économie sociale et solidaire (9%), eau et assainissement (4%).



## Répartition géographique de l'activité

**Le Pôle littoral a continué d'accroître son activité sur ses axes « Habitat durable » et « Gestion des ressources naturelles ».** Il représente 35% de l'activité réalisée en 2016.

**L'activité dans le bassin du fleuve Sénégal (Pôle Sahel) représente quant à elle 39% de l'activité.** Le pôle France – Europe représente 17% de l'activité totale du Grdr en 2016 ; en France et en Europe a diminué du fait du décalage de lancement d'un programme double espace. Enfin, depuis le début de l'année 2016, le Grdr déploie son activité sur un nouveau Pôle Maghreb-Méditerranée, avec un programme en Algérie qui représente 9% des réalisations.



En 2016, 6 missions d'audits externes sur ses programmes ont été mandatées par le Grdr.

# LE GRDR DANS LES RESEAUX

## EN FRANCE ET EN EUROPE

- **Coordination Sud (CSUD)** se donne pour mission d'appuyer la professionnalisation des 165 ONG et collectifs d'ONG françaises membres et de représenter leur position auprès des institutions publiques et privées. En 2016, Coordination SUD a poursuivi ses réflexions sur l'avenir de la plateforme et son renforcement en interne. En s'appuyant sur la réflexion prospective « CSUD 2030 » menée en 2015, la proposition de planification stratégique 2017-2022 a été élaborée de façon itérative et collaborative et votée à l'unanimité lors de l'assemblée Générale. Le plan d'action 2017-2019 adopté par le Conseil d'administration en septembre 2016 se décline sous forme **de trois enjeux** : (i) des enjeux politiques internationaux (agenda du développement durable et de l'humanitaire et financement, une attention particulière à certaines priorités transversales comme les migrations, la prise en compte des vulnérabilités, le lien entre urgence et développement) ; (ii) la promotion d'un environnement favorable pour les ONG et leur financement (iii) des enjeux de renforcement du secteur.

Arezki HARKOUK, Directeur exécutif du Grdr, a été réélu membre du Conseil d'Administration de CSUD (AG 2016). Le Grdr a été actif dans les commissions « COFRI », « Europe » et s'est mobilisé dans la création de deux nouvelles commissions : « ODD » et « Migration ».

- **Le Groupe initiatives (Gi)** est un collectif de 10 associations professionnelles de solidarité internationale. Le Gi a pour objectif de mettre en avant les compétences des associations membres au service d'acteurs engagés pour un développement durable et équitable. Le Gi est **une force de proposition de services et d'innovations** qui publie ses travaux sous la série Traverses. L'année 2016 a été marquée par l'organisation des journées d'étude sur « *Coopérer en milieu urbain : quelles stratégies des OSI pour des politiques urbaines inclusives ?* » (Traverses N°45) et sur « *Quelle prise en charge des risques projets par les OSI ?* » (Traverses N°46). Le Gi a renforcé et multiplié les temps d'échanges entre ses membres et abouti à l'adoption d'un document cadre de coopération « **Synergie Gi** » (8 engagements). Enfin, il a contribué à faire reconnaître l'expertise et le professionnalisme de ses membres et des acteurs associatifs en tant qu'interlocuteurs clés dans le dispositif de coopération de la France.

Francis MONTHÉ et Arezki HARKOUK sont mobilisés au sein du CA et le Grdr héberge actuellement Jérémy CASTEUBLE, coordinateur du réseau. En 2016, le Grdr a été chef de file du COPIL de la journée d'étude intitulé « *Quelle prise en charge des risques projets par les organisations de solidarité internationale ?* ».

- **Le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI)** regroupe 23 organisations agissant pour la solidarité internationale. Les membres du CFSI s'unissent pour affronter ensemble et avec leurs partenaires **les enjeux du futur** telles que : la justice sociale pour réduire la pauvreté et les inégalités croissantes, l'économie au service de l'Homme et non pas l'inverse, le partage équitable et la gestion durable des ressources naturelles de la planète. Le CFSI appuie plus de 200 projets menés par et avec des associations partenaires de ses membres dans différents pays, principalement en Afrique. **Trois axes thématiques** structurent l'action du réseau depuis 2014 : comment nourrir le monde ? Comment coopérer autrement en acteurs de changement ? Comment promouvoir une économie au service de l'homme ? En 2016, le CFSI a lancé une réflexion sur 18 mois pour renouveler son cadre stratégique pour les prochaines années (2017-2021)

Pauline CASALEGNO puis Olivier LE MASSON ont représenté le Grdr au Comité de Direction du CFSI. Le Grdr a aussi participé à l'organisation de l'assemblée générale 2016 sur le thème « le CFSI dans l'écosystème des réseaux d'organisations de la société civile : quelle priorité pour ses membres ? ». Il a également participé au Comité d'organisation du séminaire international "Coopérer sur des enjeux partagés : une alternative à l'aide ?" (25 novembre 2016).

- [Le Centre de Recherche et d'Informations pour le Développement \(CRID\)](#) est un collectif de 45 membres associatifs et syndicaux rassemblés autour d'une vision de la solidarité internationale qui repose sur le partenariat et l'éducation au développement. En 2016, le CRID, a poursuivi ses activités en suivant le plan d'actions élaboré en 2014. Il a contribué à l'organisation de **l'Université d'Été des Mouvements Sociaux et de la Solidarité Internationale (UEMSSI) à Besançon** du 6 au 9 juillet 2016. Il était également représenté au **Forum Social Mondial qui a eu lieu à Montréal**, au Québec, du 9 au 14 août et a participé à la **19<sup>ème</sup> édition de la Semaine de la Solidarité Internationale** du 12 au 20 novembre. Le CRID est membre des Conseils d'administration de Coordination Sud, d'Educasol et d'Attac et participe aux réunions du Conseil National du Développement et de la Solidarité internationale (CNDSI).

Emilie BLONDY a participé à l'UEMSSI à Besançon et Mariame DOUKOURE au FSM à Montréal (invitée par le CCFD).

- [Le F3E \(Evaluer, Echanger, Eclairer\)](#) est un réseau associatif qui réunit 80 membres. Il est entièrement dédié à l'apprentissage, la qualité et l'impact des actions de solidarité ou de coopération internationales de ses membres. **Evaluer**, pour mesurer la portée des actions de solidarité et leur donner du sens. **Echanger**, pour apprendre des expériences et des différences. **Eclairer**, pour accompagner les acteurs et actrices du secteur dans leurs décisions. **Le F**, lui, fait référence à sa fonction historique de Fonds, qui permet à ses membres d'obtenir, sous conditions d'éligibilité, un financement pour leurs études et évaluations. En 2016, **le réseau a poursuivi son évolution** initiée début 2015 : finalisation du Document d'orientations stratégiques « F3E 2025 », mise en œuvre de 3 programmes structurants (triennal 2016-2018, PRISME et approche transversale du genre), création d'un pôle d'animation du réseau et renforcement du « pair à pair ».
- [La Coalition Eau](#) regroupe 30 ONG environnementales et de Solidarité Internationale qui œuvrent à la promotion d'un accès universel et durable à l'eau potable et à l'assainissement pour tous tout en préservant les ressources en eau. En 2016, la Coalition Eau a poursuivi les objectifs prévus dans son programme d'activités 2014-2017, tout en s'appuyant sur les axes stratégiques prioritaires définis en janvier 2015 : « Eau et Climat », « Financements », « ODD » et « Droit à l'eau et à l'assainissement ». Par ailleurs, la Coalition Eau a développé des partenariats solides qui ont continué à renforcer son action. L'année 2016 a par ailleurs été émaillée de beaux succès pour le plaidoyer de la Coalition Eau : adoption de la loi sur la mise en œuvre effective du droit à l'eau et à l'assainissement en France à l'Assemblée Nationale, intégration des ONG dans les discussions sur l'eau et le climat dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), inclusion de l'eau et de l'assainissement comme un secteur d'intervention prioritaire de la politique de développement française, annonce de l'élaboration par la France d'une stratégie pluriannuelle pour sa politique de développement dans le domaine l'eau et l'assainissement, augmentation des financements français en faveur de la solidarité internationale, contribution à l'intégration de l'eau dans la révision du Consensus européen sur le développement...
- **Le Programme Solidarité-Eau (PS-Eau)** est un réseau multi-acteurs (71 organismes adhérents et 40 membres individuels) qui vise à accroître et améliorer les actions en faveur de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement.

Le Grdr a participé à la rencontre « L'accès à l'eau en Mauritanie » pour présenter les résultats du programme *Eau et Assainissement dans le Gorgol et le Guidimakha*

## EN AFRIQUE DE L'OUEST

- [Le Conseil des ONG d'Appui au développement](#), (CONGAD - Sénégal) compte 178 organisations membres, sénégalaises et internationales. C'est un instrument de dialogue politique, social, économique et culturel, pour le renforcement de la société civile au service du développement. Il œuvre au Sénégal pour une société panafricaine, démocratique, solidaire, socialement et économiquement juste, ancrée dans les valeurs culturelles positives, ouverte sur le monde et orientée vers un développement humain durable.

Le Grdr de Ziguinchor est membre du CONGAD régional.

- [La Fédération des Collectifs d'ONG](#), (FECONG - Mali) est une plateforme de réflexion et d'action pour 15 collectifs et réseaux d'ONG. Il concourt à l'élaboration, à la promotion et à la défense des politiques de développement au Mali. La FECONG assure le secrétariat du FOSC Forum des Organisations de la Société Civile (FOSC), interlocuteur des pouvoirs publics maliens et internationaux, notamment depuis la crise politique de 2012.

Le Grdr de Kayes est membre de la Coordination régionale de Kayes de la FECONG

- [Le FONGIM](#) (Forum des ONG internationales au Mali) est un regroupement de 85 ONG internationales au Mali qu'il représente lors d'ateliers, séminaires ou conférences. Il assure la diffusion de l'information auprès de ces membres. Il est l'une des forces collectives de plaidoyer et de représentation sur les politiques nationales et internationales, notamment dans le cadre du suivi des engagements de la Conférence internationale pour le redressement et le développement économique du Mali depuis 2013.

Le Grdr est membre de la commission de sécurité. Il s'est aussi inscrit fin 2014 aux groupes de travail « sécurité alimentaire », « Efficacité du développement » et « énergie et climat ».

- [Le Partenariat Régional pour la Conservation de la zone côtière et Marine en Afrique de l'Ouest](#) (PRCM- Mauritanie, Cap Vert, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée, Sierra Leone) est un espace d'intérêt stratégique pour nombre d'activités économiques et pour près de la moitié des 35 millions d'habitants de ces pays. Le PRCM est régi par [une charte](#) d'adhésion évolutive qui identifie les règles et critères d'adhésion de ses membres.

Le Grdr est membre du collège des associations internationales du PRCM depuis 2015

- [Le Collectif « 5 Deltas »](#) (Delta du Sénégal, du Siné Saloum, de la Gambie, du fleuve Casamance et du Rio Cacheu) : ce collectif, dont le Grdr est membre fondateur, regroupe des acteurs locaux et européens rassemblés depuis 2013 autour d'une vision commune (« *Permettre aux habitants des régions littorales de vivre durablement des ressources locales* »), de compétences complémentaires et d'un engagement durable pour ces territoires depuis plusieurs décennies.

En 2016, 5 Deltas a travaillé au rapprochement avec les acteurs majeurs de la protection des mangroves. l'UICN, qui assure l'animation du PRCM, a sollicité le « 5 Deltas » début 2017 pour mobiliser l'expertise des membres en matière de gestion durable des écosystème côtiers et marins, et plus spécifiquement de la mangrove.

- [La Plate-Forme des ONG Européenne au Sénégal \(PFONGUE\)](#) est un cadre d'échange regroupant 36 ONG internationales afin de renforcer l'efficacité de leur participation au développement économique, social et culturel du Sénégal. La PFONGUE est membre de la Commission Interministérielle Consultative et anime le réseau des bénéficiaires des aides de l'Union Européenne.

Le Grdr n'est pas membre de la PFONGUE mais suit avec intérêt les travaux de la plate-forme

- **Le PCPA Guinée (Programme Concerté Pluri-Acteurs de Renforcement des Capacités des Organisations de la Société Civile et de la Jeunesse Guinéennes – PROJEG ; ONG Garante : [Aide et Action](#))** est un espace de concertation et de travail collectif où sont rassemblés 160 membres représentant plus de 500 organisations des sociétés civiles française et guinéenne ainsi que des pouvoirs publics guinéens et français (ministères, collectivités territoriales) désireux d’agir pour la Guinée.

Le Grdr est membre observateur du PCPA Guinée et a participé à la rencontre des Acteurs en France en septembre. Par ailleurs, le Grdr a rencontré à plusieurs reprises certains acteurs clefs du PCPA dans le cadre des études menées en Guinée en vue d’ouvrir une antenne du Grdr dans la Préfecture de Boké.

## AU MAGHREB

- **Le PCPA-Algérie (Programme Jousour – ONG Garante : [CFSI](#))** est né en 2007 de la volonté commune d’associations algériennes et françaises d’agir ensemble pour l’enfance et la jeunesse. Son objectif est de soutenir les 120 associations membres dans la mise en œuvre de projets de qualité permettant la prise en charge de l’enfance en difficulté et l’insertion des jeunes. Il œuvre également à renforcer le rôle des associations sur ces questions. Jousour prône la concertation entre la sphère publique, les collectivités locales et le monde associatif. Au-delà de l’indispensable dialogue, le programme met l’accent sur la complémentarité de l’action associative avec les politiques publiques et sur la réciprocité dans les échanges entre associations.

Le Grdra participé à l’Assemblée Plénière en mai) et a animé plusieurs groupes de travail. Le Grdr est particulièrement attentif aux passerelles qui existent entre le programme Innov’asso et le PCPA.

- **Le PCPA-Tunisie (Programme Soyons actif/actives ; ONG Garante : [Solidarité Laïque](#))**, initié il y a près de 5 ans, réunit 70 acteurs membres (associations, syndicats, coopératives, collectivités territoriales et pouvoirs publics issus des deux rives de la Méditerranée). En 2016, ces acteurs sont passés du diagnostic à l’action avec 20 projets soutenus avec pour objectif de réduire les inégalités et pour l’accès aux droits. Les instances sont désormais en place et les institutions soutiennent le PCPA. Les membres ont souhaité engager deux nouveaux chantiers pour 2017 : une action plus importante sur la démocratie participative en vue des prochaines élections locales et un chantier sur l’utilité sociale des organisations de la société civile.

Le Grdr participe aux rencontres des acteurs en France, ainsi qu’aux Assemblées Plénières. Il est particulièrement impliqué sur les thématiques « Insertion et Formation Professionnelle » et « Economie Sociale et Solidaire ».

## NOS PARTENAIRES

### Institutions publiques

- Ministères français (Affaires Etrangères et Développement International, Affaires Sociales, Jeunesse et des Sports, Intérieur (Directions Accueil, Accompagnement des Etrangers et de la Nationalité, Ville Jeunesse et des Sports)
- Les Ambassades de France au Mali, en Mauritanie et au Sénégal
- Agence Française de Développement
- Ambassade de France (SCAC) en Mauritanie
- L'ACSÉ nationale et régionale (France)
- DRJSCS Ile-de-France, Hauts-de-France et Haute-Normandie (France)
- Région Centre-Val de Loire
- Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France (DRIEE)
- CGET Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (France)
- Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (France)
- Agences de l'eau : Artois-Picardie, Loire-Bretagne, Seine-Normandie (France)
- Agence Régionale de Santé de Haute-Normandie (France)
- Direction Nationale des Collectivités Territoriale (DGCT) (Mali)
- Directions Régionales de la Santé de Kayes, Koulikoro et Sikasso (Mali)
- Directions Régionales de l'Agriculture de Kayes, Koulikoro et Sikasso (Mali)
- Directions Régionales du Développement Sociale et de l'Économie Solidaire des régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso (Mali)
- Direction Nationale de l'agriculture (Mali)
- Direction Nationale des Frontières (Mali)
- Commissariat à la Sécurité Alimentaire (Mali)
- Chambre Régionale des Artisans de Kayes (Mali)
- Gouvernorat de Kayes et Koulikoro Agence nationale pour la promotion de l'emploi (ANPE) et l'agence national pour l'emploi des jeunes (APEJ)
- Direction Nationale des Collectivités territoriales (Mauritanie)
- Ministère de l'Agriculture (Mauritanie)
- Ministère de l'Élevage (Mauritanie)
- Ministère de l'Intérieur (Mauritanie)
- Cabinets de planification régionale de Cacheu et de Oio (Guinée Bissau)
- Agence de Développement Régional de Kayes (ADR)
- Ministère de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (la Direction d'Appui au Développement local (DADL) ; La Direction des Collectivités Locales (DCL) ; la Direction des Stratégies de Développement Territorial (DSDT)) – Sénégal
- Direction Régionale de l'agriculture de Kayes
- Direction régionale du développement social et de l'économie solidaire de Kayes
- Directeur Régional de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population de Kayes
- Direction régionale de l'hydraulique de Kayes
- Direction régionale de l'assainissement du contrôle des pollutions et des nuisances
- Direction de la jeunesse de Kayes
- ARD de Matam, Tambacounda, Sédhiou et Ziguinchor (Sénégal)
- Chambre de commerce et Chambre des métiers de Ziguinchor
- Direction de l'Assainissement (Sénégal)
- Services régional de l'assainissement de Tambacounda
- Brigade régionale de l'Hygiène de Tambacounda
- Agence nationale pour la promotion de l'emploi (ANPE) et l'agence nationale pour l'emploi des jeunes (APEJ)
- Direction Nationale des Collectivités territoriales (Mauritanie)
- Administrateurs de secteurs en régions de Cacheu (Guinée-Bissau)
- Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT)
- Directions de l'hydraulique et de l'assainissement (Mauritanie)
- Ville de Sélibaby (Mauritanie)
- Communes du Gorgol et du Guidimakha (Mauritanie)
- Projet National Aftout Sud Karakoro (PASK II – Mauritanie) – Rattachement au ministère de l'Agriculture ;
- Projet d'appui à la Société Civile (PESCC – Mauritanie) – Rattachement à la direction de la société civile – Financement UE
- Projet National Intégré dans le Secteur de l'Eau en milieu Rural (*PNISER* – Mauritanie) – rattachement à la direction de l'hydraulique – Financement BAD
- Ministère de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (Direction de la Décentralisation, Direction des Stratégies de Développement Territoriale) – Sénégal
- ARD de Matam, Tambacounda, Sédhiou et Ziguinchor (Sénégal)
- Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) - Mali
- Chambre de commerce et Chambre des métiers de Ziguinchor
- Direction de l'Assainissement (Sénégal)
- Comités départementaux de développement de Bakel, de Sédhiou, d'Oussouye, Ziguinchor et Bignona (Sénégal)
- ARD Yéliamé
- Délégation Interministérielle à la Lutte contre le racisme et l'antisémitisme (DILCRA)
- Conseil patronal de la région de Kayes (CPRK)
- Chambre Régionale d'Agriculture de Kayes et de Koulikoro (Mali)
- Chambre Régionale de l'Agriculture (Mali)
- Assemblée Permanente des Chambre d'Agriculture du Mali (APCAM, Mali)

## Autorités locales

- Comité d'Etat de la ville de Canchungo
- Conseil Régional de Kayes
- Conseil Régional de Koulikoro
- Conseil Départemental d'Oussouye
- Conseil Départemental de Sédhiou
- Conseil Départemental de Tambacounda
- Conseil Départemental de Matam
- Conseil Départemental de Bounkilling
- Conseil Départemental de Goudomp
- Conseil Régional Ile-de-France
- Conseil Régional Centre-Val de Loire
- Conseil Régional Hauts-de-France
- Conseil Régional Haute-Normandie
- Conseils départementaux du 62, 76, 78, 91, 93
- Conseil de cercle de Kayes
- Conseil de cercle de Kéniéba
- Groupements d'Intérêt Communautaire de Bakel
- Groupement d'intérêt communautaire du Bossea
- Communauté de Communes du Cœur d'Ostrevent
- Communauté d'Etat de Cachungo, de Sao Domingos et de Farim (Guinée Bissau)
- Plaine Commune
- Est Ensemble
- Syndicat des eaux : SIARCE, SEDIF
- CPCD (Kayes)
- ACGK (Kayes)
- SYCOTEN (Nioro)
- Mégéguémou (Yélimané)
- Benkadi (Kayes)
- Mali Sadio (Bafoulabé)
- UCPI (Kita)
- UCD Benso (Diéma)
- Mairie de Kayes
- Mairie de Rouen
- Mairie de Montreuil
- Mairie d'Aubervilliers
- Mairie de Lille
- Mairie de Paris
- Mairie de Saint-Denis
- Mairie de Bakel
- Mairie de Kidira
- Mairie de Ziguinchor
- Mairie de Sélibaby
- Mairie de Gouraye
- Mairie de Kaedi
- Mairie de Riyad
- Commune de Bouilly
- Commune de Soufi
- Commune de Khabou
- Commune de Ould Yengé
- Commune de Baidiam
- Mairie de Tambacounda
- Conseil départemental de Bakel
- Commune de Dembanané
- Commune de Bélé
- Commune de Auré
- Commune de Orkadiéré
- Commune de Moudéry
- Commune de Ouonck
- Commune de Coubalan
- Commune de Niamone
- Commune de TENGHORY
- Commune de Djembering
- Commune de Djibabouya
- Commune de Marsassoum
- Commune de Bémet Bédjini
- Commune de Sansamba
- Mairie des Parcelles Assainies
- Mairie de Wakhinane Nimzatt
- Mairie de Thiaroye sur Mer
- Mairie de Rufisque Nord
- Association des Maires et Parlementaires du Gorgol
- Association des Maires du Guidimakha
- Administrations des secteurs des régions de Cacheu et d'Oio
- Coordinations Régionales des ONG de Kayes et de Koulikoro (Mali)
- Conseil patronal de la région de Kayes (CPRK)
- Réseau Régional des femmes élus (Mali)

- WILDAF (Mali)
- ODELADEMO (France/Mali)
- Chambre Régionale de l'Agriculture (Mali)
- Assemblée Permanente des Chambre d'Agriculture du Mali (APCAM, Mali)
- AMASSA Afrique Verte Mali
- CICODEV Afrique
- ACD ENDA Pronat (Sénégal)
- CNCR (Sénégal)
- CRCC - Ziguinchor (Sénégal)
- CRCC - Dakar (Sénégal)
- Conseil National de la Jeunesse – Mali
- Coordination Régionale de la jeunesse – Mali

## Partenaires associatifs en Afrique de l'Ouest

- AMPG et AMaiG- Mauritanie
- CNOP-Mali
- ACD - Mali
- Asprofer (Mali)
- AOPP (Mali)
- URCAK (Mali)
- AGED et CIDS
- Réseau des Horticulteurs de Kayes (Mali)
- Coordinations Régionales des ONG de Kayes et de Koulikoro (Mali)
- EMDK (Mali) et EMDS (Sénégal)
- ODELADEMO (France/Mali)
- AMASSA Afrique Verte Mali
- CICODEV Afrique
- ACD ENDA Pronat (Sénégal)
- CNCR (Sénégal)
- CRCC - Ziguinchor (Sénégal)
- CRCC - Dakar (Sénégal)
- FONGS
- CONGAD
- Forum des ONG Internationales au Mali (FONGIM)
- Plates-formes des acteurs eau et assainissement Matam-Tambacounda

- Réseau des CLCOP de Bakel et Kanel
- CONGAI (Guinée Bissau)
- COAJQ (Guinée Bissau)
- KAFO (Guinée-Bissau)
- AD (Guinée-Bissau)
- Univers-sel (Guinée Bissau, Sénégal)
- IDEE Casamance (Guinée Bissau, Sénégal)
- USE (Sénégal)
- SYAFD
- ANAG Guinée Bissau
- Afrique Enjeux (AFEX)
- Futur au Présent (FaP)
- Action Aid (Sénégal)
- Délégation diocésaine de Tambacounda, Caritas Sénégal
- CORENA Tambacounda (Sénégal)
- EDM Matam (Sénégal)
- Initiatives Conseil Développement (ICD) – Mali
- Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières(AVSF) –Mali
- Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarités (GERES) – Mali
- ECODEV (Mauritanie)
- TENMIYA (Mauritanie)
- AMAD (Mauritanie)
- Nature Mauritanie (Mauritanie)
- Association « Je m’engage »(Mauritanie)
- REPAM (Réseau Eau Potable et Assainissement en Mauritanie)
- COM (Groupe de coordination des ONG internationales en Mauritanie)
- Réseau National de Promotion de l’Economie Sociale et Solidaire (RENAPESS) – Mali
- Réseau des Maisons familiales Rurales- Mali
- Association Malienne des Expulsés (AME)- Mali
- ACORD - Mali

- AZHAR – Mali
- Association des jeunes du Diafounou- Mali

### Partenaires associatifs en France

- CCFD - Terre Solidaire
- CFSI
- Secours Catholique / Caritas
- La Cimade
- CUF
- France Volontaires
- Cari GTD
- GAME
- GARD Canada
- Association Aubervilliers-Bouilly pour le Développement et l’insertion (ABDI)
- Eau vive
- FORIM
- UCDOB
- CADERKAF (Coordination de Kayes)
- HCME (Haut-Conseil)
- ADPE (Guinée Bissau)
- Immigration-Développement-Démocratie (IDD)
- RAME
- Babyloan – France/Mali
- FADERMA (Matam, Sénégal)
- CNJMF (Mali)
- Deuxième génération (Mali)
- Diasma (Mali)
- CEFOM
- Centre social J2P
- Centre social Étincelles
- AFAS association des femmes africaines solidaires
- Centre social J2P
- Centre social Etincelles
- Centre social Lounès Matoub
- Centre social Arbrisseau
- Centre social Lazare Garreau
- Centre social Boilly
- Centre social le Nautilus

- Service Coopération Développement
- Lianes Coopération
- UNADEL/ADELS
- Centre d’animation Curial
- Ligue de l’enseignement
- Maison des Associations de Tourcoing
- Rencontres Audiovisuelles
- APES
- CRAO
- Griots Urbains
- Yeelen Horizon
- Projets 19
- Essone active
- Solidere
- Excel Partners Consulting
- APIES
- Form2Com
- Victory consulting
- Les Alchimistes

### Coopérations Internationales

- Commission Européenne
- AECID Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (Espagne)
- Fonds International de Développement Agricole (FIDA)
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- Coopération japonaise (JICA)
- Commission Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO)
- Organisation Internationale des Migrations (OIM)
- Coopération Suisse
- Union Economique et Monétaire Ouest-africaine (UEMOA)
- Comité Inter-Etats pour la Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS)
- Coopération américaine (USAID)
- Comité Inter-états pour la Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS)

## **Etablissements et laboratoires de recherche**

- CERDI
- IRTS
- IRD
- IPDSR (UCAD)
- Université de Nouakchott
- Université Assane Seck de Ziguinchor
- Université Gaston Berger de Saint Louis
- Université Polytechnique de Thiès (UEF Sciences et Technologies)
- Université Paris-8
- IFAN (UCADakar)
- CEPED
- Universcience - Cité des Métiers
- Cité des Métiers Rouen
- ISRA BAME (Casamance)
- Institut Polytechnique Rural de Katibougou.
- ITA (Institut de Technologie Alimentaire)

## **Fondations**

- Fondation Abbé Pierre
- Fondation Michelham of Hellingly
- Fondation Agir sa Vie (sous égide de la Fondation de France)
- Fondation Ensemble
- Fondation Farm
- Fondation Intervida
- Fondation Seed
- Fondation RAJA
- Fondation Anna Lindh
- Fondation pour la Nature et l'Homme
- Fondation SNCF
- Fondation Energies pour le Monde

## **Autres partenaires**

- Cémis (Belgique)
- Musée de l'histoire de l'immigration (ex CNHI)
- Burgéap

## **Banques**

- Banque de l'Afrique Occidentale (BAO)
- Crédit Coopératif
- Ecobank Guinée Bissau
- Banque populaire

## Nos cellules et antennes

### **SIEGE SOCIAL**

66/72 rue Marceau  
93558 Montreuil Cedex-France  
Tél : +(331) 48577580  
Fax : + (331) 48575975  
[grdr@grdr.org](mailto:grdr@grdr.org)

### **POLE FRANCE**

#### **Grdr Ile-de-France**

66/72 rue Marceau  
93558 Montreuil Cedex-France  
Tél : +(331) 48577580  
[Antenne.idf@grdr.org](mailto:Antenne.idf@grdr.org)

#### **Grdr Hauts-de-France**

Maison de l'ESS - 235 boulevard Paul Painlevé  
59 000 Lille - France  
Tél : (+333) 20428311  
[antenne.npdc@grdr.org](mailto:antenne.npdc@grdr.org)

### **POLE SAHEL**

#### **Coordination Mali :**

Badala Sema Gesco Rue 139 - Porte 328  
BP E 3360 Bamako – Mali  
Tél : +(223) 20222589  
[afrique@grdr.org](mailto:afrique@grdr.org)

#### **Grdr Kayes :**

Rue 136 Porte 37 Legal Segou  
BP 291 Kayes - Mali  
Tél : +(223) 21522982  
[mali@grdr.org](mailto:mali@grdr.org)

#### **Coordination Mauritanie :**

E Nord 163  
BP 2013 Nouakchott - Mauritanie  
Tél /fax : +(222) 45256492  
[mauritanie@grdr.org](mailto:mauritanie@grdr.org)

#### **Grdr Kaédi :**

Quartier Latin  
BP 136 Kaedi – Mauritanie  
Tél : +(222) 45335045  
[kaedi@grdr.org](mailto:kaedi@grdr.org)

#### **Grdr Sélibaby :**

Quartier Collège  
BP 91 Sélibaby – Mauritanie  
Tel : +(222) 45344347  
[selibaby@grr.org](mailto:selibaby@grr.org)

#### **Grdr Bakel et Matam :**

Route de l'Hôpital BP 18, Bakel – Sénégal  
Tél: +(221) 339398035 [bakel@grdr.org](mailto:bakel@grdr.org)

### **POLE LITTORAL**

#### **Coordination Pôle Littoral**

Bairro Ajuda, 1° faxe, traseiras mesquita Attadamu (RAJ)  
Bissau – Guinée-Bissau  
Tél : +(245) 969085106  
[pole.littoral@grdr.org](mailto:pole.littoral@grdr.org)

#### **Grdr Ziguinchor :**

Avenue Emile Badiane  
BP 813 Ziguinchor – Sénégal  
Tél : +(221) 339912782  
Fax : +(221) 339912789  
[ziguinchor@grdr.org](mailto:ziguinchor@grdr.org)

#### **Grdr Canchungo :**

Avenida Tititna Sila  
Canchungo, CP 573 – Bissau  
Tel. : +(245) 5268621  
[cacheu@grdr.org](mailto:cacheu@grdr.org)

#### **Grdr Dakar :**

Villa 228, 1<sup>ère</sup> étage, Terminal P7 – Coté Assemblée  
Ouakam - Dakar – Sénégal  
Tél : +(221) 338673961

## Nos programmes

Légende des thèmes : DL : Développement Local ; AE : Appui à l'entrepreneuriat ; GP : Genre et Participation ; AA : Agriculture et alimentation ; EA : Eau et Assainissement ; GRN : Gestion des Ressources Naturelles ; AC : Accès aux droits et Citoyenneté ; IP : Insertion Professionnelle ; MD : Migration et développement ; DP : Dialogue Politique ; EAD : Education au développement

### 1. LES PROGRAMMES DU POLE FRANCE-EUROPE

Cellule	PROGRAMME	THÈME	OBJECTIFS	BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES	BAILLEUR
Ile-de-France	Ecole Régionale des Projets (ERP)	IP-AE	Favoriser l'insertion socio- économique des migrants éloignés de l'emploi, par l'acquisition de compétences, la mise en relation, l'appui de projets d'activités économiques. Promouvoir la diversité culturelle comme outil de prévention de la discrimination cumulée.	Migrants (parcours d'emploi et porteurs de projets économiques), associations, institutions, partenaires techniques et opérationnels, intermédiaires de l'emploi.	Région Île-de-France 60 000€
Île-de-France	Programme de promotion socioprofessionnelle des migrants (PPSPM)	IP-AE	Favoriser l'insertion socio- économique des migrants éloignés de l'emploi, par l'acquisition de compétences, la mise en relation, l'appui de projets d'activités économiques.	Migrants (parcours d'emploi et porteurs de projets économiques), associations, institutions, partenaires, intermédiaires de l'emploi.	DRJSCS, Région Île-de-France, Plaine Commune 60 000€
Ile-de-France	Appui aux mouvements associatifs migrants	MD-AC	Contribuer à la structuration et au renforcement des associations des migrants.e.s subsaharien.ne.s et leur mise en réseau en Île-de-France	Associations de migrants OSIM, coopérations décentralisées, acteurs solidarité internationale.	Région Île-de-France, FDRVA, CCFD 45 000€
Ile-de-France	Programme d'accompagnement pour l'accès aux droits des personnes âgées immigrées et lutte contre l'isolement	AC	Favoriser l'accès aux droits sociaux et de santé des personnes âgées immigrées et lutter contre leur isolement.	Personnes âgées immigrées, professionnels, institutions.	Mairie Aubervilliers, FAMI, Région Île-de-France 105 000€
Ile-de-France	Initiatives pour l'employabilité et l'insertion durable des jeunes	IP	Accompagner les jeunes dans la conception et l'élaboration de leurs projets professionnels. Favoriser l'identification de compétences valorisables sur le marché du travail. Contribuer à la mise en relation entre les jeunes et notre réseau de partenaires territoriaux et thématiques notamment à travers la Cité des métiers de la Villette. Sensibiliser les jeunes autour de la découverte de nouveaux secteurs d'activités et métiers (NTIC, métiers verts...), avec une attention particulière sur les préjugés liés au genre (métiers considérés « masculins » ou « féminins »).	Jeunes NEET âgés de 16 à 25 ans, issus de l'immigration et/ou habitant des quartiers reconnus comme prioritaires dans les axes de la politique de la ville en Seine-Saint-Denis (non accompagnés par un autre dispositif du FSE).	Fonds Social Européen 100 000€
Ile-de-France	L'engagement des jeunes à l'épreuve des territoires : le cas des jeunes filles en France (PICRI)	GP	Ce projet vise à mieux comprendre les différents types d'engagement des filles de la tranche d'âge 16- 25ans dans les quartiers politique de la ville, les motivations, les facteurs de ces engagements. L'objectif est de produire des connaissances sur l'engagement des jeunes et d'impulser une dynamique de concertation sur le territoire pour valoriser la plus-value pour le territoire de ces engagements.	Filles de 16- 25ans dans les quartiers « politiques de la ville »	RIF 50 000€
Ile-de-France	Renforcement des capacités d'Agir des organisations de femmes pour l'accès aux droits et la cohésion sociale dans les territoires politiques de la ville	AC GP AE	Cette action vise à consolider les associations dans leur capacité d'agir et à renforcer leurs liens avec les acteurs des autres régions pour un partage d'expériences, de pratiques et de savoir-faire sur l'inclusion sociale et économique, le vivre ensemble dans les quartiers, le contrat social intergénérationnel	Associations de femmes.	CGET 20 000€

Cellule	PROGRAMME	THÈME	OBJECTIFS	BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES	BAILLEUR
Ile de France	E-inclusion : des seniors connectés	AC	L'objectif général du projet est de lever les freins que rencontrent les personnes immigrées vieillissantes pour l'accès aux droits socio-sanitaires, de lutter contre leur isolement à travers l'accès et l'appropriation du numérique. Il s'agit aussi de favoriser une plus large publicisation de pratique innovantes et d'outils pertinents auprès des acteurs de l'accompagnement social des migrants vieillissants, des EPN et de contribuer à leur mise en réseau.	Personnes âgées immigrés, centres sociaux, EPN.	RIF / CNAV 40 000€
Ile-de-France	Re-Invest	Recherche	RE-INVEST est un projet européen (12 pays) visant à faire travailler ensemble des associations de la société civile européenne, engagées dans contre la pauvreté et l'exclusion, avec des universitaires voulant approfondir et renouveler la politique sociale européenne dans le sens d'une plus grande équité et d'une meilleure inclusion des populations fragilisées par la crise.	Institutions.	IRD 15 000€
Ile-de-France	Solidarités locales et internationales pour le développement par l'éducation	EAD	Le projet SOLIDE vise à initier des espaces de coopération et d'échanges pour croiser les enjeux spécifiques à chaque territoire avec des problématiques rencontrées dans d'autres contextes, mais qui bien souvent relèvent de préoccupations similaires : environnement, citoyenneté, développement durable, interculturel, insertion socio-économique, etc.	Enfants et jeunes, acteurs éducatifs (enseignants, animateurs, bénévoles...), collectivités locales et décideurs.	Aide et action (AFD) 6 500€
Hauts-de-France	Territoires Solidaires - Région Nord Pas de Calais	MD-EAD	Valoriser les parcours migratoires pour mieux vivre ensemble sur les territoires d'accueil. Appuyer et accompagner des projets de coopération entre les territoires. Alimenter le plaidoyer et les débats publics sur les questions de migration-citoyenneté et développement.	OSIM, collectivités locales, Collèges, acteurs du milieu rural, associations de solidarité internationale.	FONJEP, la DILCRA, Région Hauts-de-France, département Pas-de-Calais, ville de Lille 65 000€
Hauts-de-France	Accompagnement des femmes immigrées et des acteurs locaux pour intégration et une valorisation des publics accompagnés	AC-GP	Lever les freins que rencontrent les femmes immigrées vieillissantes pour l'accès aux droits socio-sanitaires, lutter contre leur isolement et permettre aux intervenants sociaux de mieux appréhender les enjeux de cette situation.	Femmes immigrées et associations, professionnels et bénévoles travaillant auprès des femmes immigrées.	Fonds Asile Migration et Intégration (FAMI), Fondation De France, CUCS, Secours Catholique 80 000€
Haute Normandie	Formation, information et mise en réseau des acteurs intervenants auprès du public primoarrivants	AC	Améliorer la qualité des interventions des professionnels dans les domaines sociaux et médico-sociaux auprès du public migrant âgé afin de contribuer à une meilleure prise en charge du public migrant vieillissant et notamment des femmes.	Acteurs intervenant dans les domaines sociaux et médico-sociaux de Haute-Normandie d'Île-de-France.	DRJCS, DAAEN 37 000€
Pôle Europe	Les Organisations de Migrants pour le Développement pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (« Les OMD pour les OMD »)	EAD	Renforcer les capacités des associations de migrants dans la construction d'une offre d'éducation à la solidarité internationale. Valoriser leur rôle dans l'atteinte et la redéfinition des OMD. Proposer de nouveaux outils pédagogiques et de plaidoyer en France et en Europe pour valoriser le rôle des migrants en faveur du développement durable aussi bien au « Sud » qu'au « Nord ».	En France, Espagne et Italie : associations et fédérations de migrants d'Afrique subsaharienne et du Maghreb, acteurs de solidarité internationale, collectivités locales, établissements d'enseignement, institutions nationales et européennes.	UE, AFD 1 185 000€ (2013-2016)

Cellule	PROGRAMME	THÈME	OBJECTIFS	BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES	BAILLEUR
Pôle Europe	Innov'Asso : métiers et compétences du secteur associatif	IP	Définir, valoriser et renforcer les métiers, compétences et services du secteur associatif comme espace d'apprentissage professionnel innovant et d'employabilité pour les jeunes. Renforcer la concertation avec les pouvoirs publics et établissements en charge de l'emploi et de la formation professionnelle et universitaire pour favoriser l'intégration des métiers associatifs dans les curricula et la Nomenclature algérienne métier existante ; former les jeunes à l'utilité sociale et économique du secteur associatif et à l'économie sociale et solidaire (ESS). Encourager les recrutements et l'insertion professionnelle via les associations en Algérie grâce à un soutien financier en cascade.	Associations issues de la migration engagées pour le développement et la solidarité internationale, partenaires de coopérations décentralisées, 100 jeunes de 16 à 35 ans.	UE-PAJE 889 426,80 € (2016-2018) Cofinancement AFD 400 000€ (2016-2018)
Pôle Europe	Favoriser l'engagement de la société Bordjienne en faveur du développement durable	DL	Intégrer la culture du développement durable dans la société Bordjienne en s'appuyant sur une ouverture internationale (France/ Afrique de l'Ouest).	Représentants associatifs en Algérie, élus et entreprises locales, Centre Ressource du Développement Durable.	Ambassade de France (SCAC) 75 000 €

## **2. PROGRAMMES TRANSVERSAUX AFRIQUE DE L'OUEST-FRANCE**

Cellule	PROGRAMME	THÈME	OBJECTIFS	BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES	BAILLEUR
Bakel, Kayes, Sélibaby, Kaédi, Ile-de-France	Gouvernance Citoyenne des Territoires du bassin du Fleuve Sénégal	DL	Accompagner les déclinaisons territoriales des politiques de décentralisation des 3 pays et renforcer les acteurs locaux dans leur capacité de dialogue avec les pouvoirs publics nationaux et sous régionaux. Améliorer les conditions de vie des populations à travers la mise en œuvre de stratégies territoriales de développement économique ciblant notamment les initiatives des femmes et des jeunes.	Les populations des 5 régions du bassin du fleuve Sénégal, les collectivités locales et leurs partenaires de coopération décentralisée, les Agences de développement régional (ADR, ARD), les producteurs, les associations de jeunes et de femmes, les associations de migrants en France	AFD, UE, CCFD-TS, Fondation Michelham, CFSI 2 590 287€ sur 3 ans
Kayes – Hauts-de-Calais	Penser les mobilités au sein de l'économie sociale et solidaire comme levier pour coopérer autrement, en s'appuyant sur les territoires du Nord-Pas-de-Calais et de Kayes.	MD, EAD, AE	Alimenter une innovation sur la migration dans le développement économique des territoires d'origine et d'accueil des migrants à travers l'articulation entre économie solidaire, mobilité internationale et coopération décentralisée.	EMDK, Migrants, Collectivités en Régions de Kayes, Nord-Pas-de-Calais Picardie, Réseaux ou structures d'accompagnement des projets économiques	CFSI, et ses partenaires financiers (AFD, Fondation Abbé Pierre) 101 620 € sur 30 mois

### 3. LES PROGRAMMES DU PÔLE SAHEL

Cellule	PROGRAMME	THÈME	OBJECTIFS	BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES	BAILLEUR
Bakel, Kayes, Sélibaby, Kaédi	Dialogue politique concerté sur la SA dans les territoires transfrontaliers du Mali, de la Mauritanie, du Sénégal, du Niger et du Burkina Faso (DIAPOCO)	AA-DP	Renforcer les capacités des organisations paysannes, de leurs membres et des élus des collectivités locales afin de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les zones transfrontalières et enclavées.	Organisations paysannes (OP) de base, Conseils Régionaux de Kayes, Matam, Tambacounda, Fédérations d'éleveurs, etc.	AFD,CCFD-TS, Développement & Paix 1 608 320 €
Kaédi	Projet d'Appui à la Promotion de l'Agriculture Familiale dans le Gorgol (PAPA)	AA-AE	Le projet vise à promouvoir des initiatives agropastorales à travers la valorisation des produits locaux (lait, patate douce, maraîchage, aviculture).	Producteurs locaux.	CFSI, Fondation de France 49 708 €
Kaédi	Programme d'appui aux filières porteuses dans le Gorgol (PAFIP)	AA-AE	Contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire et au développement économique régional en accompagnant des acteurs de la filière patate douce, sorgho et lait.	Producteurs locaux, l'association des Maires et Parlementaires du Gorgol (AMPG) et l'Association Mauritanienne pour l'Auto-développement (AMAD).	Région Centre, CFSI 62 000€
Kaédi	Renforcement des capacités des organisations de base du Gorgol (PRECAB-OB)	AE-DL	Structurer et renforcer les capacités techniques, organisationnelles et financières de 58 organisations de base dans 10 communes du pôle Kaédi (Wilaya du Gorgol).	Organisations de la société civile.	Union Européenne (programme PESCC) 271 000 €
Kaédi	Programme Aftout Sud Karakoro (PASK II)	AA	Etudier des opportunités techniques et socio foncières pour la réalisation d'ouvrages de mobilisation des eaux de surfaces dans la zone du PASK.	Producteurs locaux de la zone du PASK.	FIDA 31 000€
Sélibaby	Projet d'assainissement autonome des eaux usées de la ville de Sélibaby (Eau usée)	EA	Améliorer durablement l'accès à l'assainissement des ménages de Sélibaby par l'appui à la réalisation d'infrastructures sanitaires permettant d'améliorer la qualité de vie. Faciliter les conditions de circulation dans les villes grâce à une diminution des mares d'eaux usées. Elaborer un plan d'assainissement de la ville de Sélibaby.	Commune de Sélibaby, les habitants et personnes de passage dans la ville de Sélibaby, les leaders de quartiers, les comités d'hygiène et assainissement, les maçons artisans.	Union Européenne, Commune de Sélibaby 76 828€ (2014-2016)
Sélibaby	Protection des sols agropastoraux et gestion durable des ressources naturelles du bassin versant du Karakoro (CILSS)	GRN, AA	Sécuriser les zones de production agro-pastorale face aux changements climatiques et préserver les potentialités sylvo-pastorales par l'aménagement du bassin versant du Karakoro. Préparer les populations à une gestion durable des ressources naturelles.	Commune de Bouly.	CILS , AFD 113 355€ (2014-2016)
Sélibaby	Gestion durable de la rônèraie du Karakoro, commune de Bouly (GRDK)	GRN-DL	Gérer durablement et de façon concertée l'écosystème de rônèraie de la commune de Bouly, en dotant les communautés locales d'outils adéquats pour une exploitation rationnelle.	Commune de Bouly.	Union Européenne 298 816€ (2014-2016)
Sélibaby	Projet intercommunal de gestion intégrée des ressources naturelles et d'adaptation aux changements climatiques dans le bassin du Karakoro (IGIR)	GRN-DL-AA	Sécuriser les zones de production agropastorale face aux changements climatiques et préserver les potentialités sylvo-pastorales par l'aménagement du bassin du Karakoro et la formation des populations à une gestion durable des ressources naturelles.	ADK et villages de Campement, Korokoro et Foulé.	Communauté urbaine Grand Lyon, Véolia Eau 51 000€ (2014-2015)
Sélibaby	Projet d'opérationnalisation et de mobilisation des ressources financières au profit des initiatives intercommunales dans le bassin de Karakoro (INKA)	DL	Appuyer la formation d'une intercommunalité dans le Karakoro en vue d'une gestion commune des ressources naturelles.	Les communes de Ould Yengé, Bouly, Souvi, Baédiyam et Khabou.	SCAC 40 000€ (2015-2016)

Cellule	PROGRAMME	THÈME	OBJECTIFS	BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES	BAILLEUR
Sélibaby	Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale dans le Guidimakha (RAPAC)	AA	Contribuer à réduire la vulnérabilité agro-pastorale et améliorer la résilience de l'ensemble des acteurs locaux et des populations.	Ménages d'agro pasteurs vulnérables (130 000 personnes), communes du Guidimakha, Associations de Gestions Locales Collectives des Ressources Naturelles (AGCL) du Guidimakha, associations de migrants, le Collectif des Unions de Coopératives du Guidimakha (CUCG) et le Groupement National des Agro Pasteurs (GNAP) au Guidimakha.	UE 1,5 M€
Sélibaby	Opérationnalisation des initiatives intercommunales dans le bassin du Karakoro (SNK)	GRN, DL	Opérationnalisation des initiatives intercommunales dans le bassin du Karakoro	Commune de Bouly.	SCAC 2016 19 000€
Nouakchott	Migration & Développement	MD	Mettre en œuvre des actions qui contribuent à une prise en compte positive de la migration pour le développement de la Mauritanie. Renforcer les capacités des consulats des pays d'origine et des associations de migrants en matière d'information sur les droits et de protection.	Consulats mauritaniens en France et en Belgique, organisations de la diaspora mauritanienne en Europe (France, Espagne, Belgique), organisations de la société civile, élus des collectivités territoriales, université de Nouakchott, principaux consulats étrangers et leurs diasporas en Mauritanie.	UE 735 000€
Bakel/Matam	Programme de développement communautaire	DL-GP-AC	Mettre en œuvre le Programme de Développement Communautaire dans la commune de Bakel à travers une stratégie d'intervention concertée et basée sur les droits humains pour contribuer à l'éradication de la pauvreté.	Populations de la commune de Bakel, femmes leaders, enfants inspection de l'Education et de la formation (IEF), CODEC, SDDC, Action sociale Mairie de Bakel.	Action Aid International Sénégal 38 366€ (2016)
Kayes	Odelademo Maraichage Komodindé	AA	Améliorer la sécurité alimentaire à travers l'accès des producteurs du village aux intrants maraîchers par la mise en place de fonds de roulement des semences gérés par le groupement féminin. Assurer le suivi du périmètre maraîcher et des sessions de renforcement de capacités à l'endroit des femmes.	Femmes du village (bénéficiaires directs), habitants de Komodindé et des villages environnants (bénéficiaires indirects)	ODELADEMO 4 900 €
Kayes, Koulikoro	Projet de réinsertion économique des migrants de retour volontaire	AC-AE-IP	Contribuer à la réinsertion des migrants de retour dans leur pays d'origine en les accompagnants dans des activités génératrices de revenus : le maraichage et l'embouche.	Migrants de retour volontaire.	OFII - 54 000 €
Kayes	Programme d'appui à la filière banane de Kéniéba (PAFIBAK)	AE-AA	Renforcer la « production » et la « commercialisation » de la filière banane en appuyant spécifiquement l'entreprenariat féminin en milieu rural et l'équipement des producteurs de bananes dans trois communes du Cercle de Kéniéba en Région de Kayes.	Producteurs et commerçantes des communes du cercle de Kayes, de Kita et de Kéniéba, intercommunalités, le Réseau Régional des Horticulteurs de Kayes (RHK), AMASSA - Afrique Verte Mali.	Fondation Michelham et AFD 180 000€ sur 3 ans (2016-2018)
Kayes	Projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable des populations de l'ACGK	EA	Contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations démunies par le renforcement du pouvoir d'action des acteurs locaux, l'accès durable à l'eau potable et aux meilleures conditions d'hygiène et d'assainissement.	Les populations de l'intercommunalité de l'ACGK.	Plaine commune, AESN, AGDF 313 414 € (2012-2016)
Kayes	Projet de renforcement des liens "Dynamiques territoriales de protection et de valorisation de la biodiversité semencière paysanne dans le BFS	AA	Préserver la biodiversité semencière des zones de Bakel, Kayes et Sélibaby	Les producteurs agricoles des zones de Bakel, Kayes et Sélibaby.	CCFD : 10 000 € en 2016

Cellule	PROGRAMME	THÈME	OBJECTIFS	BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES	BAILLEUR
Kayes	Jeunesse et Pouvoir d'Agir	AC	Contribuer au renforcement de la paix et de la stabilité du processus démocratique au Mali Promouvoir les valeurs démocratiques fondées sur un exercice d'une citoyenneté active et sur un "vivre ensemble" partagé par l'ensemble de la société et porté par les jeunes générations maliennes	Jeunes porteurs d'initiatives citoyennes ou étudiants, organisations de jeunesses maliennes en binôme avec des organisations locales maliennes accompagnatrices (ONG, organisations paysannes, organisations communautaire de base)	UE, CCFD-TS 392 590 € (dont 69 748,8 € pour le Grdr)
Bamako	Jeunesse et Emploi pour nourrir les Villes	DL, AE	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations de la commune de Sagabala grâce à la promotion de techniques et circuits agricoles durables, rémunérateurs et axée sur le « consommer local » (circuits courts).	Population de la commune de Sagabala (1600 familles bénéficiaires directes et 332 972 familles indirectes).	CFSI, Fondation de France et FIER 87 297 €

#### 4. PROGRAMME TRANSVERSAL PÔLE LITTORAL-PÔLE SAHEL

Cellule	PROGRAMME	THÈME	OBJECTIFS	BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES	BAILLEUR
Dakar , Bakel	Système Alimentaire Durable et lutte contre la malnutrition en région de Dakar	AA-DL-AE	Contribuer à la mise en place d'un système alimentaire durable en région de Dakar en rapprochant les cantines scolaires des producteurs et transformateurs familiaux membres du CRCR Dakar.	Cadre Régional de Concertation des Ruraux (CRCR) de Dakar, 4 écoles élémentaires publiques, organisations de producteurs membres du CRCR Dakar.	AFD, UE, CEDEAO 974 989 €

#### 5. LES PROGRAMMES DU PÔLE LITTORAL

Cellule	PROGRAMME	THÈME	OBJECTIFS	BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES	BAILLEUR
Ziguinchor, Canchungo	Vers une gouvernance concertée des territoires du littoral	DL-AE-GP-GRN	Accompagner les collectivités locales, les autorités et les usagers des ressources naturelles dans la formulation d'arrangements institutionnels. Parvenir à une gestion concertée, durable, équitable et sécurisée des ressources naturelles. Améliorer les capacités d'adaptation des systèmes d'activités ruraux face aux changements globaux, en particulier en ce qui concerne les agricultures familiales, la production vivrière locale, l'alimentation des villes en produits locaux, et les pratiques s'inspirant de l'agro écologie.	Institutions de recherche-développement (Université de Ziguinchor, IRD), collectivités locales d'ici et de là-bas, services déconcentrés, ONG locales et internationales (Univers-sel, CONGAI, IDEE Casamance...), associations de producteurs et d'usagers de ressources naturelles (CRCR Ziguinchor...), associations de ressortissants des zones littorales (ADPE, FACE...), ARD Sédhiou, Cabinet régional de planification en Guinée-Bissau	AFD, UE, CFSI, Fondation SEED, Coopération Suisse 3,1 millions € sur 4 ans
Ziguinchor	Projet d'Appui aux Initiatives de Co-Développement Economique Local dans la région de Sédhiou- PAICODEL-S	MD-DP-AE	Collecter des données, produire des connaissances et créer les espaces de dialogue sur le thème « Migration-Développement ». Renforcer le rôle des collectivités locales dans l'élaboration et la mise en œuvre projets de co-développement économique. Sensibiliser les administrations locales sur l'ampleur et l'impact du phénomène migratoire dans une des régions les plus concernées du Sénégal.	Représentants de l'Agence Régionale de Développement de Sédhiou, associations de citoyens en Afrique de l'Ouest et en Europe et leurs partenaires en matière de coopération décentralisée, les départements de Sédhiou, Bounkiling et Goudomp, les communautés de Sédhiou.	UE, AFD, Confédération Suisse, 178 000€

Cellule	PROGRAMME	THÈME	OBJECTIFS	BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES	BAILLEUR
Ziguinchor	Projet huile de palme Ouonck (SEED)	AA-AE-DL	Accompagnement de 9 groupements féminins de la communauté rurale de Ouonck afin qu'ils améliorent, en quantité et en qualité, leur production d'huile de palme et d'huile de palmiste. Il s'agit également de favoriser durablement leur insertion sur les marchés porteurs et leur contribution à la préservation des espaces forestiers.	GIE Kadiamor, Mairie d'Ouonck, usagers des palmiers à huile de la Commune de Ouonck, CLCOP de Ouonck.	Seed Fondation, AFD 69 000€
Ziguinchor	Approvisionnement des cantines scolaires et des marchés de Ziguinchor en produits maraichers sains par les productrices des quartiers péri-urbains	AA-DL-AE	Approvisionnement des cantines scolaires et des marchés de Ziguinchor en produits maraichers sains avec les produits des producteurs des quartiers péri-urbains. Il s'agit également d'accompagner les femmes productrices péri-urbaines de Ziguinchor dans le maraîchage agro écologique au niveau des rizières.	CRRCR Ziguinchor, Mairie de Ziguinchor, femmes maraichères des quartiers de kandialang, Colobane et Lindiane, acteurs des cantines scolaires à Ziguinchor (IEF, PAM, gestionnaires des cantines scolaires, APE des écoles élémentaires, CSA...).	CFSI, AFD 130 000 €
Ziguinchor	Partenariat multi acteurs pour un accès durable à l'électricité des activités économiques au Sénégal et Madagascar	AE	Contribuer au développement du tissu économique local dans la Commune de Ouonck (Ziguinchor) et au Madagascar, par la valorisation de l'accès à l'électricité, à travers une approche méthodologique et un partenariat multi-acteurs innovants.	Fondation Energie pour le monde (FONDEM), laboratoire PACTE (Université de Grenoble); entrepreneurs ruraux de la Commune de Ouonck (agriculteurs, artisans de services ou de production) et les exploitants locaux du service électrique; la collectivité locale de Ouonck; les usagers des infrastructures communautaires; les porteurs de projets et acteurs du développement; l'ASER.	AFD, Synergie solaire 88 452€ (Grdr) sur un budget total de 784 551 € 42 mois
Canchungo	Appui au développement d'une filière huile de palme durable en région de Cacheu	AA, AE	Améliorer et faire reconnaître sur les marchés urbains de Bissau, de Dakar et de Ziguinchor la qualité de l'huile de palme produite par 6 groupements de femmes de Cacheu, Canchungo et Caio dans la région de Cacheu. Contribuer à améliorer la gestion des espaces agroforestiers villageois.	Groupements villageois, transformateurs, commerçants, habitants des 6 villages cibles, autorités locales (chefs de villages, régulo), consommateurs urbains.	Fondation de France, AFD, UE 138 901 €
Canchungo	Projet de promotion et réalisation d'un habitat durable au profit des familles vulnérables de la ville de Canchungo (FAPH)	DL-AE-IP	Améliorer les conditions de vie de 150 familles vulnérables de Canchungo en réhabilitant leur habitat et leur inclusion dans un processus d'aménagement concerté. -Faciliter l'insertion professionnelle et la promotion économique de 200 jeunes et femmes issus des quartiers de la ville et les amener à maîtriser les techniques de construction durable permettant de valoriser les matériaux locaux.	Populations de Canchungo (11 600 habitants), administration de Canchungo, professionnels du secteur du bâtiment, jeunes et femmes.	Fondation Abbé Pierre AFD, UE 1,1 million d'euros
Canchungo	Projet d'appui à la diversification agricole et au développement d'une offre en noix de cajou de qualité en régions de Oïo et de Cacheu	AE, AA	Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la résilience des petits producteurs en régions d'Oïo et de Cacheu.	600 producteurs de noix de cajou dans les régions d'Oïo et de Cacheu et 30 groupements de producteurs, services techniques régionaux de l'agriculture et du commerce, autorités locales, cabinets régionaux de planification, intermédiaires de la filière cajou (collecteurs, transporteurs, grossistes, transformateurs).	UE, Fondation Abbe Pierre, AFD 437 922 €
Canchungo	Projet d'appui au développement territorial de la région de Cacheu (PADETEC)	DL, DP, GP, AC	Contribuer à la création, au niveau régional, d'un environnement institutionnel favorable pour lutter contre la pauvreté et pour l'amélioration des conditions de vie de la population.	Autorités locales, services déconcentrés et acteurs de la société civile impliqués dans le développement de la région, habitants de la région (200 000 personnes).	UE, AFD, FAP 603 853 €
Canchungo	Projet d'appui aux jeunes et aux femmes de la région de Cacheu (PAJEF)	GP; AE	Contribuer à l'émergence d'un environnement propice à une meilleure insertion économique et de meilleures conditions de vie pour les jeunes et femmes dans la région de Cacheu.	2000 jeunes dont 65% de femmes, de la région de Canchungo, instituts de formations, micro-entrepreneurs, autorités locales et services déconcentrés	UE, AFD, FAP 567 799€

